

cyberpresse.ca

# LA PRESSE



**LES TÊTES  
À CLAQUES  
AUX ÉTATS-UNIS**

ARTS ET  
SPECTACLES  
PAGE 1

Régie de  
l'assurance maladie

## Québec



ANDRÉ BOISCLAIR



JEAN CHAREST



MARIO DUMONT

/// SANTÉ  
AU QUÉBEC

# LA CARTE DU PRIVÉ

Pendant que les chefs débattent de l'espace qu'elles devraient occuper, les cliniques privées se multiplient.

/// LE PORTRAIT DE LA SITUATION  
/// LA POSITION DES PARTIS  
À LIRE EN PAGES A2-A3

/// **MONTREAL**  
BOISCLAIR PLAIDE  
EN FAVEUR DE LA  
MÉTROPOLE PAGE A6

/// **CLAUDE PICHER**  
LES OUBLIS  
DE L'ADQ  
PAGE A5

/// **SANTÉ**  
MONTREAL ÉCOPE  
AU PROFIT DES  
RÉGIONS PAGE A7

/// **PIERRE FOGLIA**  
UNE CANCÉREUSE  
RACONTE  
PAGE A3

LE CHOIX DU 26 MARS LE DEUXIÈME ÉDITORIAL **D'ANDRÉ PRATTE** /// FORUM PAGE A24



**POUR HOMME SEULEMENT**  
LA MODE AVEC  
STÉPHANE  
ARCHAMBAULT  
ACTUEL

Mon clin d'œil  
**STÉPHANE LAPORTE**  
J'aime beaucoup les fêtes  
au lard sans lard.  
- Bine Laden  
Venez voir mon blogue!  
cyberpresse.ca/laporte



## La Presse aux Mondiaux de natation La tête hors de l'eau



PHOTO ANTONY DICKSON AFP

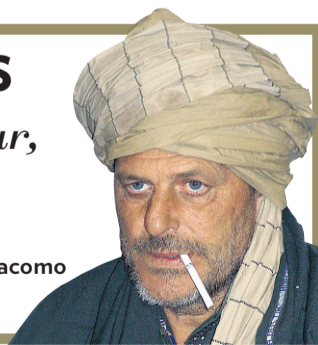
Les huit nageuses de l'équipe canadienne de nage synchronisée se sont tenues debout devant leurs rivales, hier, aux Mondiaux de natation, obtenant le sixième rang. Pendant ce temps, Émilie Heymans connaissait quelques pépins à la tour de 10 m, terminant cinquième. Une petite déception. Notre envoyé spécial en Australie raconte une journée durant laquelle la Québécoise a vu ressurgir de vieux démons. À lire en page 5 du cahier Sports.

## QUAND 15 JOURS PARRAISSENT 15 ANS

« Je vois quatre talibans prendre le chauffeur, lui mettre la figure dans le sable, puis lui couper la gorge. »

Le journaliste italien Daniele Mastrogiacommo raconte sa captivité aux mains des talibans PAGE A21

Daniele Mastrogiacommo



## POINTS D'IMPÔT

# Harper ne négociera qu'avec un parti fédéraliste

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Alors que l'issue du scrutin au Québec demeure plus que jamais incertain, Stephen Harper s'est immiscé dans la campagne électorale hier en invitant les Québécois à élire un gouvernement fédéraliste s'ils veulent obtenir une limitation du pouvoir fédéral de dépenser.

Mettant de côté son devoir de réserve de premier ministre qu'il s'était imposé depuis le déclenchement des élections au Québec, Stephen Harper a fait cette déclaration à la Chambre des communes en réponse à une question du chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, portant sur les transferts fédéraux aux provinces.

Depuis deux jours, le chef bloquiste presse le gouvernement Harper de transférer des points d'impôt au Québec afin de régler de manière définitive le déséquilibre fiscal entre Ottawa et les provinces.

» Voir OTTAWA en page A14



SUSHI BAR & RESTAURANT

le seul et unique

Week-end  
*le brunch*  
samedi et dimanche



4075 St-Catherine O. | (514) 70-SUSHI | www.70sushi.com

Réservations toujours recommandées.  
Réservez en ligne. Commander en ligne.

SANTÉ

# LE QUÉBEC CHAMPION

Depuis le jugement Chaoulli, la question du privé en santé prend plus de place. Les partis politiques ont dû prendre position au cours de la présente campagne électorale. Mais la présence des cliniques privées demeure un tabou. Un phénomène qu'on minimise. Pourtant, le Québec est champion en la matière au Canada.

PASCALE BRETON

Les cliniques privées se multiplient au Québec depuis les dernières années. Il y en aurait une cinquantaine dans la province, dont la majeure partie à Montréal. Un phénomène tabou, dont même le gouvernement ignore l'ampleur. Lorsqu'il est question du privé en santé, tant la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ) que les politiciens, les médecins et les cliniques marchent sur des œufs.

Les cliniques privées ont profité d'une zone grise dans la loi pour se développer au cours des

dernières années. Elles offrent des services de plus en plus diversifiés aux patients prêts à sortir quelques centaines de dollars de leurs poches pour court-circuiter l'attente dans le réseau public.

Mais des enquêtes de la RAMQ planent constamment au-dessus de leur tête. Les administrateurs des cliniques ne font pas nécessairement la même interprétation de la loi que la RAMQ.

La loi 33, adoptée par le gouvernement Charest en décembre dernier, viendra encadrer davantage la pratique privée au Québec. Toutefois, il faudra encore plusieurs mois avant qu'elle ne soit en vigueur.

Le phénomène des cliniques privées est marginal, estime le ministre de la Santé et des Services sociaux, Philippe Couillard, en entrevue à *La Presse*. « Nous n'avons pas d'informations précises, dit-il. Il y en a relativement peu, nous sommes en train de faire le recensement. »

Les cliniques se sont beaucoup développées depuis trois ans. On ne peut plus parler de phénomène marginal, rétorque l'administratrice d'une clinique de la métropole qui désire garder l'anonymat. « Il y en a plus qu'avant, c'est sûr. J'entends souvent parler de nouveaux projets, soit de la bouche de nos chirurgiens ou de nos fournisseurs », explique-t-elle.

Il y a moins d'un an, la revue *Maclean's* a fait une recension non exhaustive des cliniques privées au Canada. Le Québec arrivait en tête avec 42 cliniques, suivi par la Colombie-Britannique avec 28.

Un site en ligne depuis quelques semaines à peine ([www.santepriivee.ca](http://www.santepriivee.ca)) répertorie les cliniques privées. La province en compterait maintenant une cinquantaine.

Plusieurs projets sont aussi dans les cartons. C'est le cas de

**Les cliniques se sont beaucoup développées depuis trois ans. On ne peut plus parler de phénomène marginal, selon une administratrice.**

Copeman Healthcare Center, établi en Colombie-Britannique, qui songe à s'implanter ailleurs au Canada, notamment au Québec.

Les cliniques n'offrent plus seulement des tests d'imagerie médicale et des chirurgies esthétiques. Elles offrent plusieurs

examens diagnostiques, comme l'endoscopie ainsi que des chirurgies d'un jour.

Au lieu d'attendre 18 mois à l'hôpital, il est ainsi possible d'obtenir une coloscopie en l'espace de quelques jours dans le privé. Le coût? Entre 200 et 450 \$.

« Frais accessoires »

Dans la plupart des cliniques privées, ce sont des médecins participants à la RAMQ qui offrent les soins. Des médecins qui travaillent aussi dans les hôpitaux du réseau public et qui sont rémunérés à l'acte par la RAMQ. Pour leur travail en clinique privée, ils sont aussi rémunérés par la RAMQ pour chaque acte ou procédure assurée. Par contre, la clinique exige une contribution du patient qui doit payer des « frais accessoires » variant de quelques centaines à quelques milliers de dollars.

Les cliniques font une interpré-



PHOTO IVANOH DEMERS, ARCHIVES LA PRESSE

Le Québec compterait une cinquantaine de cliniques privées. Cette photo a été prise à travers la porte d'une aile de la clinique privée Rockland MD, dont les frais accessoires imposés aux patients font l'objet d'une enquête de la RAMQ.

## LE PRIVÉ EN SANTÉ > LES POSITIONS DES PARTIS

### PARTI QUÉBÉCOIS

« Le système de santé québécois doit trouver des moyens de se rapprocher de ses clients. Il faut revoir nos façons de faire et nous adapter aux besoins changeants de la population, particulièrement en fonction de son vieillissement. La privatisation n'est pas une solution » — Extrait de la plateforme électorale.

Le PQ n'est pas contre l'idée de recourir à des cliniques privées affiliées, un peu comme le préconisait le rapport Clair ou, plus récemment, la loi 33. Mais en aucun temps le patient ne doit payer pour obtenir des soins. « Au Parti québécois, on promeut ce principe que le financement doit toujours demeurer public, que les soins soient dispensés à l'hôpital ou en clinique privée », déclare la députée de Hochelaga-Maisonneuve et critique en matière de santé, Louise Harel.

### PARTI LIBÉRAL

« Cette priorité à la santé est le reflet d'une conviction profonde : un système public et universel, à l'intérieur duquel le secteur privé peut jouer un rôle, demeure le meilleur moyen d'améliorer la santé des citoyens et de contrôler la croissance des coûts » — Extrait de la plateforme électorale.

Le gouvernement Charest a fait adopter la loi 33 en décembre dernier, qui prévoit des balises plus claires pour encadrer la pratique privée. On parlera désormais de centres médicaux spécialisés. Ils devront détenir un permis et se soumettre à une liste des actes et interventions de ce qu'ils auront ou non le droit de faire.

Il existera trois types de centres médicaux spécialisés :  
 › les privés-privés, c'est-à-dire que les médecins seront non participants à la RAMQ. Le patient devra payer tous les frais.

› les centres affiliés, avec des médecins participants. Ils auront des ententes avec des hôpitaux pour une certaine quantité de procédures. Les hôpitaux pourront leur référer des patients, totalement aux frais de l'État.  
 › les centres privés, avec des médecins participants, mais qui n'ont pas d'entente avec les hôpitaux. Les médecins continueront d'être rémunérés par la RAMQ et pourront facturer des frais accessoires aux patients, mais définis plus clairement que ça ne l'est actuellement, avec une facture détaillée.

« Les médecins participants devront obligatoirement s'acquitter de toutes les obligations qu'ils ont dans les hôpitaux et les cliniques devront s'assurer qu'il n'y a pas de glissement de personnel vers le privé », précise le ministre de la Santé et des Services sociaux, Philippe Couillard

### ACTION DÉMOCRATIQUE DU QUÉBEC

« L'ADQ planifiera et encadrera la transition d'un monopole d'État en santé vers un véritable système de santé mixte (public, privé, coopérative, etc.) » — Extrait de la plateforme électorale.

Sous l'ADQ, les médecins pourront travailler à la fois dans le public et dans le privé, après une quote-part minimale et définie dans le réseau public. « Il faut que le privé permette un ajout de soins et non pas une dérive », explique le candidat adéquate dans Outremont, le D<sup>r</sup> Pierre Harvey. « Si on ouvre la porte au privé, il faut que pour chaque patient de plus traité dans le privé, qu'il y ait un patient de plus traité dans le public. »

# DU PRIVÉ

tation plus ou moins légale de ces frais aux yeux de la RAMQ, qui mène d'ailleurs des enquêtes à ce sujet, notamment aux cliniques Rockland et Opmedic.

La pratique de surfacturation des frais accessoires est pourtant répandue. C'est ce que nous avons constaté en appelant dans quelques cliniques, notamment à la clinique Westmount Square.

Il est possible d'obtenir une arthroscopie du genou en moins de deux semaines. Il faut être prêt à payer 2200 \$. « Nous avons plusieurs chirurgiens réputés qui travaillent dans les hôpitaux de Montréal comme l'Hôpital général juif ou l'Hôpital général de Montréal », explique la réceptionniste de la clinique Westmount Square.

Il est même possible d'appeler directement la secrétaire du médecin, dans le réseau public, pour prendre rendez-vous pour une consultation préopératoire. « Mais précisez-lui que vous

serez opérée au privé », indique la téléphoniste.

« Ça me semble très élevé », a déclaré le ministre Couillard, interrogé sur les frais de 2200 \$ demandés par la clinique. « Je

## Une entente entre le gouvernement et les fédérations de médecins autorise les frais accessoires.

pense que les conclusions des enquêtes menées sur les cliniques Rockland et Opmedic vont s'appliquer à toutes les cliniques. »

Une entente entre le gouvernement et les fédérations de médecins autorise les frais accessoires. Ils servent à payer les médicaments, les anesthésiques, les pansements. Dans les faits, c'est bien

plus encore. Le patient contribue souvent à payer l'équipement de la clinique ou les infirmières.

« C'est certain qu'une partie des frais accessoires sert pour payer le personnel », lance d'ailleurs le président de la Fédération des médecins spécialistes du Québec, le D<sup>r</sup> Gaëtan Barrette. « La définition des frais accessoires devrait être revue et élargie », ajoute-t-il.

La notion des frais accessoires doit être réétudiée, convient le ministre Couillard. « Le problème est que les ententes avec les fédérations sont un peu ambiguës. On parle parfois de médicaments, parfois de médicaments et autres produits. »



**CLINIQUES**  
Êtes-vous en faveur des cliniques privées ? Répondez sur cyberpresse.ca

## PETIT LEXIQUE

**Pas facile de faire la lumière sur le privé en santé. Voici quelques termes pour mieux comprendre.**

### Les médecins non participants à la RAMQ

Ils sont moins d'une centaine. Ceux-là travaillent dans ce qu'on pourrait appeler le privé-privé. Ils peuvent facturer aux patients la totalité des soins. C'est le cas par exemple de la clinique d'orthopédie du D<sup>r</sup> Nicolas Duval, à Laval, ou de la clinique médicale MDplus.

### Les médecins participants

Ils sont rémunérés à l'acte par la RAMQ pour un service assuré. Ils travaillent dans les établissements publics (hôpitaux, CLSC, CHSLD), ainsi que dans les laboratoires (incluant les cliniques privées d'imagerie médicale) et les cabinets médicaux. Au fil des ans, ces cabinets médicaux ont varié leur gamme de services pour devenir aujourd'hui, dans bien des cas, de véritables cliniques médicales privées où l'on peut passer un examen diagnostique ou subir une chirurgie d'un jour.

### Frais accessoires

Frais que les cabinets médicaux peu-

vent facturer aux patients pour certaines dépenses comme les médicaments. La définition n'est toutefois pas claire et devra être précisée.

### Services assurés ou non assurés

La liste de services que la RAMQ accepte de payer. Le patient n'a pas à payer un sou pour ces services dans le réseau public. Un test de résonance magnétique comme un examen de tomographie par ordinateur, prescrit par un médecin, est totalement gratuit à l'hôpital. Par contre, si le patient veut passer plus vite dans le privé, il doit payer l'examen de sa poche, soit quelques centaines de dollars.

Une reconstruction faciale nécessaire à la suite d'un accident de voiture est aussi gratuite. Le médecin est rémunéré par la RAMQ. En revanche, le même chirurgien esthétique peut facturer la totalité des frais à sa patiente pour une augmentation mammaire ou un remodelage du visage faits en cabinet privé, des interventions qui sont davantage cosmétiques que médicalement requises.

Pascale Breton



La notion des frais accessoires doit être réétudiée, reconnaît Québec. Notre photo : un bloc opératoire de la clinique Rockland MD.

PHOTO IVANO H DEMERS, LA PRESSE



## PIERRE FOGLIA

# À votre santé

**V**ous n'avez pas tenu vos engagements, M. Charest.

C'est de votre faute, M. Boisclair. Si votre parti, lorsqu'il était au pouvoir, n'avait mis à la retraite anticipée toutes ces infirmières...

Ce matin, à Homier-Roy, la présidente du Conseil du Trésor, M<sup>me</sup> Monique Jérôme-Forget, elle aussi parlait de santé avec sa miséricorde habituelle, comme elle aurait parlé d'une autoroute à prolonger.

Êtes-vous tannés de les entendre s'engueuler sur la santé? J'ai rencontré quelqu'un qui n'en peut plus.

En septembre 2003, Marie-France Guy, 39 ans, comptable au CSSS Jeanne-Mance, se découvre une bosse sous le sein droit. Son médecin l'envoie passer une mammographie et une échographie. L'attente pour une échographie au public étant assez longue, Marie-France va au privé (60 \$). L'écho révèle une anomalie. Retour à son médecin, qui fait une demande pour une biopsie à Maisonneuve-Rosemont.

Délai d'attente pour la biopsie, à l'époque : six semaines.

Un mois et demi à ne pas savoir. Cancer ou pas? Un mois et demi à se dire, ben non pas moi, et la seconde d'après : pourquoi pas moi? Quand les politiciens parlent d'attente, c'est toujours en se référant au gouvernement précédent. C'est toujours une durée politique.

Vous saurez, M. Boisclair, que les listes d'attente sont moins longues aujourd'hui.

C'est faux, M. Charest, dans votre propre circonscription...

Jamais par leur discours, leurs obstinations, leurs chiffres, jamais l'attente n'apparaît pour ce qu'elle est en réalité : pure angoisse. Marie-France capotait. Cancer ou pas? Les nuits sont infernales. Le jour, le travail occupe l'esprit; mais la nuit, la peur s'installe comme une grosse araignée aux pattes de velours au pied du lit. La famille, les amis sont au courant, ils essaient de vous encourager, vous disent des niaiseries du genre : ça te donne rien de t'énerver. La meilleure que Marie-France a entendue : ça ne doit pas être grave sinon ils t'auraient déjà appelée.

La biopsie révélera un cancer.

À partir de là, tout a déboulé très vite. Rencontre avec le chirurgien oncologue, la chimio commençait la semaine suivante. Puis la radiothérapie. Puis deux opérations. Une année de traitement.

En septembre 2003, lorsque Marie-France s'est découvert cette bosse, le gouvernement libéral de M. Charest n'était en poste que depuis avril. On peut donc dire que le cancer de Marie-France a été traité sous « l'ancien régime », avant que les changements radicaux promis par les libéraux ne soient effectifs.

Voyons la différence quatre ans plus tard.

Le 13 février dernier, Marie-France va passer une mammographie de contrôle dans une clinique publique. Mammogramme suspect. Le 1<sup>er</sup> mars, son médecin adresse une demande à l'hôpital Maisonneuve-Rosemont pour une échographie et une biopsie.

Rebonjour l'angoisse. Marie-France attend un appel de l'hôpital. Onze jours passent. C'est le bureau du médecin qui rappelle : l'hôpital a renvoyé le dossier parce qu'il manque les mammographies. Marie-France récupère

les mammos à la clinique, récupère son dossier chez son médecin et va porter le tout à l'hôpital. Elle est furieuse : pourquoi avoir renvoyé le dossier au médecin? Pourquoi ne pas l'avoir appelée directement? Pourquoi ces 10 jours perdus? Un peu de bon sens et d'humanité ne coûteraient pas plus cher.

Le 16 mars, Marie-France appelle à l'hôpital. Elle a la joie de tomber sur une boîte vocale qui débattre des insignifiances pendant trois minutes avant de conclure que le délai pour un rendez-vous est entre UN et QUATRE mois. Elle laisse ses coordonnées en insistant : dans mon cas précis, combien de temps devrais-je réellement attendre?

Elle trouvera la réponse sur son répondeur le soir même : DEUX MOIS.

Elle pourrait facilement se payer le privé (échographie 120 \$, biopsie 40 \$) mais un coup de téléphone à la clinique Léger et associés la ramène sur terre : un mois et demi d'attente.

Quand Marie-France entend M. Charest dire que sous les libéraux, les choses se sont gran-

dement améliorées dans le système de santé, quand elle entend M. Boisclair dire que son parti encouragera des habitudes de vie plus saines, quand elle entend M. Dumont promettre la lune, elle se dit qu'ils font de la politique sur son dos, sur son sein.

Les politiciens n'y peuvent rien, elle sait bien. Pour les attentes non plus, ils ne peuvent rien. Mais qu'ils arrêtent donc de s'engueuler, de promettre. La santé ne devrait pas être un enjeu électoral. Les trois partis devraient l'envisager conjointement. La santé ne devrait pas être politique au sens de « parti politique », le seul parti possible, parlant de la santé, étant celui de l'efficacité. Il y a de la malhonnêteté à faire croire à la population qu'il y a une façon libérale ou péquiste ou adéquate de traiter un cancer du sein. Il n'y en a qu'une : avec diligence, efficacité et humanité.

Les politiciens n'y peuvent rien, elle sait bien. Mais qu'ils arrêtent de faire de la politique avec le cancer des gens, c'est indécemment à la fin.

Lundi, elle votera vert.

## LA CAMPAGNE EN DIRECT

## DANS L'AUTOCAR

Comment y aller par quatre chemins pour dire ce qu'on aimerait vraiment dire... Sans jamais vraiment le dire. Le maire de Trois-Rivières, Yves Lévesque, a livré un spectaculaire exercice d'acrobatie politique aux journalistes, hier. Ceux-ci tentaient de lui faire admettre qu'il appuyait le candidat adéquiste Sébastien Proulx, avec qui il partage plusieurs organisateurs et qui se tenait à ses côtés durant un point de presse. « M. Gabias (le député libéral) ne fait pas le travail qu'il devrait faire », a-t-il d'abord affirmé. Puis : « Nous avons deux autres candidats, mais Sébastien fait du bon travail. » Suivi par : « Je ne commenterai pas sur un candidat s'il n'est pas ici », en parlant du candidat péquiste. Mario Dumont a suivi tout l'échange avec un sourire très satisfait.

— Hugo de Grandpré

## ILS ONT DIT...

« Quel genre de mesures il va mettre pour sortir les gens de l'aide sociale, quelles sont les coupes qu'il va mettre sur pied? Quel genre de techniques il va utiliser? On a déjà connu les boubou macoutes. Est-ce que ce sera dorénavant les Dumont macoutes? »

— André Boisclair, attaquant l'engagement de l'ADQ de remettre sur le marché du travail 25 000 assistés sociaux d'ici le 1<sup>er</sup> janvier 2008.

« Il y a des gens qui sont spécialisés, pour qui c'est le métier de remettre des gens au travail, alors on va aller chercher de ce côté-là les meilleures mesures incluant celles qui poussent un peu dans le dos des gens, si c'est nécessaire. Mais on est convaincus que, si on fournit des outils aux gens, (...) on va être capables d'accélérer le rythme et de retourner 25 000 assistés sociaux au travail. »

— Mario Dumont, expliquant comment il entend atteindre son objectif.

« En santé, c'est 230 millions de dollars de moins, c'est incontournable, c'est l'équivalent de 2000 infirmières de moins. En éducation, une coupe d'un pour cent, c'est 120 millions de moins, ou 1800 professionnels de moins dans le réseau pour aider les élèves en difficulté, ça c'est la réalité, ça c'est des chiffres. »

— Jean Charest, dans une attaque contre le cadre financier de l'ADQ.

## LES CHEFS AUJOURD'HUI

## ANDRÉ BOISCLAIR PQ

Saguenay, Saint-Bruno-Lac-Saint-Jean, Roberval, Rouyn-Noranda, Saint-Mathieu-d'Harricana

## JEAN CHAREST PLQ

Saint-Georges, Lac-Mégantic, Victoriaville

## MARIO DUMONT ADQ

Québec, Joliette

## LE POIDS MÉDIAS

LE POIDS DE LA CAMPAGNE DANS LES MÉDIAS HIER

## LES CHEFS

Jean Charest	43 %
Mario Dumont	34 %
André Boisclair	21 %
Autres	2 %

## LES ENJEUX

Budget fédéral	29 %
Baisses d'impôts du PLQ	18 %
Cadre financier de l'ADQ	17 %
Travail des assistés sociaux	6 %

Source: Influence communication  
www.influencecommunication.ca

# Boisclair craint l'arrivée de « Dumont macoutes »

MALORIE BEAUCHEMIN

SAINT-EUSTACHE — Critiquant avec véhémence l'engagement de Mario Dumont de remettre 25 000 assistés sociaux sur le marché du travail, André Boisclair a laissé entendre qu'on pourrait voir apparaître des « Dumont macoutes » au Québec, après les « boubou macoutes » du gouvernement de Robert Bourassa.

Dans les années 80, le premier ministre libéral avait engagé des inspecteurs chargés de débusquer les fraudeurs de l'aide sociale. Le surnom de « boubou macoutes » avait alors été inspiré de la police secrète haïtienne de François Duvalier, dont les membres étaient appelés tonton macoutes.

« Sortir 25 000 personnes de l'aide sociale en neuf mois, c'est irresponsable, a dit le chef du Parti québécois. Ce n'est pas vrai qu'on va retourner aux travaux forcés. Qu'est-ce qu'il veut, M. Dumont? Qu'il nous le dise clai-

rement quel genre de mesures il va prendre pour sortir 25 000 personnes de l'aide sociale, quelles coupures, quelles techniques il va utiliser. »

« On a déjà connu les 'boubou macoutes', est-ce que ce sera doré-

« Sortir 25 000 personnes de l'aide sociale en neuf mois, c'est irresponsable. Ce n'est pas vrai qu'on va retourner aux travaux forcés. »

navant les 'Dumont macoutes' qu'il veut établir au Québec? » a conclu M. Boisclair.

## Autre planète

Selon lui, Mario Dumont vit « sur une autre planète », dans un monde où « il y en a uniquement pour les plus riches » et où « les pauvres sont mis de côté ».

« Cette planète-là, il n'y a pas grands Québécois qui ont le goût d'y habiter », a-t-il dit, tournant

en dérision les engagements financiers de l'ADQ. « Depuis le début de la campagne, il a fait 85 propositions, mais il ne présente du financement que pour réaliser cinq engagements », a souligné M. Boisclair, estimant aussi que

les sommes prévues pour la santé et l'éducation sont « ridicules ».

## Irresponsable

Par ailleurs, le chef du PQ considère comme « irresponsable » la position de M. Dumont, qui ferme la porte à un nouveau référendum avant d'avoir vu les conclusions du rapport du juge Bernard Grenier, chargé de faire la lumière sur les agissements du Conseil pour l'unité

canadienne lors de la campagne référendaire de 1995. « On vous a compris, M. Dumont, a affirmé M. Boisclair. Avant même qu'on ait tous les faits sur ce qui s'est passé au dernier référendum, vous dites qu'on n'a pas le droit à une reprise, qu'on n'a pas le droit de s'exprimer sur notre avenir national. C'est dangereux, vous venez de barrer l'avenir du Québec. »

M. Boisclair a dit avoir « très hâte » de voir ce que le rapport allait contenir. « Qu'est-ce qu'on va faire après le dépôt du juge Grenier si on fait la démonstration claire et nette, hors de tout doute, que les fédéralistes n'ont pas gagné de façon honorable le dernier référendum... » a-t-il lancé devant des militants réunis en matinée à Saint-Eustache.

Le chef péquiste n'a pas commenté les sondages du jour, mais s'est présenté tout sourire toute la journée.



Le chef adéquiste Mario Dumont a visité les patients d'une maison pour personnes atteintes d'Alzheimer, hier à Trois-Rivières.

PHOTO SHAUN BEST, REUTERS

Retour au travail de 25 000 assistés sociaux

## Dumont défend son approche de réinsertion

HUGO DE GRANDPRÉ

TROIS-RIVIÈRES — Au lendemain de la présentation de son cadre financier, Mario Dumont a été appelé à justifier sa promesse de récupérer 175 millions de dollars en renvoyant 25 000 assistés sociaux au travail d'ici neuf mois.

Le chef de l'ADQ a maintenu le cap : il s'agit d'une promesse réalisable, a-t-il martelé. Il n'a par contre pas dit avec exactitude comment il comptait s'y prendre pour remplir cet engagement. « Il y a des gens dont c'est la profession, il y a des gens dont c'est le travail de motiver, convaincre, pousser des gens à retourner au travail », a-t-il dit.

M. Dumont a aussi été un peu

plus souple quant au temps qu'il faudra pour arriver à cet objectif. La veille, lors de la présentation de son cadre financier, il avait affirmé que la mise en place de l'ensemble de ses engagements serait faite dans les neuf mois. « Nos résultats peuvent suivre dans les mois suivants. Ce que je dis en gros, c'est qu'il faut doubler le rythme », a-t-il précisé lors d'une entrevue à la radio CHOI-FM.

« On a fixé le cadre budgétaire à l'intérieur de l'année 2008, ce qui veut dire que le maximum de ces objectifs-là doivent évidemment être remplis avant », a-t-il nuancé plus tard lors d'un point de presse à Trois-Rivières.

Appelé à réagir aux propos d'André Boisclair, qui l'accuse

de vouloir créer des « Dumont macoutes » pour forcer les assistés à revenir au travail, M. Dumont a dit qu'il ne s'agissait pas là de son approche.

## Classe moyenne

« M. Boisclair a bien raison de dire qu'on ne vit pas sur la même planète que lui, a-t-il ajouté. Cette planète où l'on habite, les adéquistes, c'est une planète qui a de la classe moyenne, c'est une planète qui a toutes sortes de problèmes bien simples : elle s'appelle la Terre. Et certainement que si M. Boisclair venait y faire un tour, peut-être qu'il oublierait son idée de référendum et qu'il se concentrerait sur d'autres choses. »

M. Dumont dit vouloir se

servir d'organismes comme Emploi-Québec pour permettre aux assistés sociaux de trouver du travail. Par ailleurs, il souhaite changer la composition de ce même organisme pour donner une plus grande place aux « acteurs du milieu », comme le patronat et les syndicats. Son cadre financier parle aussi d'un investissement de 20 millions pour la réinsertion au travail des assistés sociaux.



## VOTER

Irez-vous voter lundi? Croyez-vous que votre vote fera une différence? Répondez à notre appel à tous sur [www.cyberpresse.ca/elections](http://www.cyberpresse.ca/elections)



# CLAUDE PICHER

## Les « oublis » de l'ADQ

Mario Dumont s'est abondamment fait critiquer pour avoir tant tardé à produire son cadre financier. Ces blâmes sont fondés. À moins d'une semaine de l'échéance électorale, il est un peu tard pour chiffrer ses promesses.

Selon les données publiées par M. Dumont, les engagements de l'ADQ atteignent 1,7 milliard. C'est nettement plus modeste que les engagements péquistes (évalués à 3,5 milliards) ou libéraux (4,5 milliards). Or, les libéraux ont déjà publié leur évaluation des promesses adéquistes : selon eux, elles s'élèvent à 6,3 milliards.

La fosse abyssale qui sépare les deux évaluations a quelque chose de surréel. Comment s'y retrouver?

Pour en arriver à 1,7 milliard, M. Dumont additionne le coût de certains engagements déjà connus : le bébé-bonus de 100 \$ par semaine, la réorientation de la réforme scolaire, les nouveaux crédits d'impôt à l'investissement, le transfert des redevances aux régions, l'augmentation des cliniques sans rendez-vous pour désengorger les urgences. À elles seules, ces cinq promesses sont évaluées à plus de 1,4 milliard. Le reste, près de 300 millions, servira à financer une douzaine d'engagements de moindre importance (assainissement des rivières, commission d'enquête sur les aînés, coops santé, etc.).

Où trouver l'argent? D'abord, en réduisant de 1 % la croissance des dépenses du gouvernement, ce qui rapportera 560 millions; ensuite, en puisant 500 millions dans les nouveaux transferts

fédéraux annoncés dans le budget Flaherty (il y en a pour plus de 900 millions cette année); enfin, en supprimant 300 millions dans les subventions aux entreprises. M. Dumont compte ainsi ramasser près de 1,4 milliard. L'abolition des commissions scolaires et le retour en emploi de 25 000 assistés sociaux aptes au travail devraient faire le reste.

Rien n'est moins certain. Réduire les dépenses du gouvernement, même de 1 %, est beaucoup plus facile à dire qu'à faire (mais c'est loin d'être impossible); même chose pour le retour des assistés sociaux sur le marché du travail.

Mais c'est surtout en chiffrant ses engagements que l'ADQ

dans leur propre cadre financier, la somme de 700 millions pour l'embauche de personnel supplémentaire (1500 médecins et 2000 infirmières). Or, les engagements adéquistes en matière de santé sont aussi importants que ceux des libéraux, et on peut facilement penser qu'un gouvernement adéquiste devra lui aussi consacrer des centaines de millions à ce chapitre. Nulle mention de cela dans le cadre financier.

> L'ADQ chiffre son projet de bébé-bonus, mais oublie de dire combien coûterait son projet de verser une allocation de 5000 \$ à la naissance d'un troisième enfant. Il y a plus de 13 000 troisièmes naissances au Québec à chaque année. L'engagement peut

cipalités. Mutisme dans le cadre financier de l'ADQ.

On pourrait multiplier les exemples. Clairement, la somme de 1,7 milliard est insuffisante pour financer l'ensemble des engagements de l'ADQ. De façon prudente, on pourrait plutôt parler de trois milliards.

En revanche, en avançant le chiffre de 6,3 milliards, les libéraux beurrent épais. Quelques exemples :

> L'ADQ s'engage à enseigner davantage l'histoire dans les écoles. Les libéraux concluent un peu rapidement que pour cela, il faudra ajouter une heure d'enseignement par semaine, ce qui coûtera 100 millions. Ce n'est pas évident.

> L'ADQ veut « corriger le régime fiscal en diminuant les taxes les plus nuisibles à l'investissement, au travail et à l'épargne ». Mario Dumont ne dit pas comment, mais les libéraux ne font guère mieux en fixant arbitrairement la valeur de cette promesse à 1,2 milliard.

La aussi, on pourrait multiplier les exemples. Il n'est certainement pas exagéré de dire que l'évaluation des libéraux est grossièrement gonflée.

En 2003, Jean Charest a présenté un cadre financier rigoureux, cohérent et crédible pour réduire les impôts de un milliard par année. Or, il n'a pu remplir sa promesse parce que les transferts fédéraux ont été moins élevés que prévus, parce que la hausse du dollar canadien a déjoué les prévisions et contribué à supprimer des dizaines de milliers d'emplois dans le secteur manufacturier, parce que le gouvernement a jugé préférable d'utiliser sa marge de manœuvre pour créer de nouveaux programmes sociaux plutôt que de baisser les impôts, parce que, parce que, parce que...

Les cadres financiers sont préparés avec les éléments dont on dispose au moment de leur rédaction. Les taux de change, les taux d'intérêt, la conjoncture économique internationale, l'état de santé de l'économie américaine sont quelques-uns des facteurs, et il y en a beaucoup d'autres, qui peuvent radicalement changer la donne dans les années suivantes. C'est pour cela que les cadres financiers, bien que fort utiles pour mieux comprendre les priorités des partis, valent ce qu'ils valent.

**C'est surtout en chiffrant ses engagements que l'ADQ s'avance en terrain glissant. Une lecture plus attentive du programme adéquiste laisse entrevoir de nombreux oublis dans le cadre financier.**

s'avance en terrain glissant. Une lecture plus attentive du programme adéquiste laisse entrevoir de nombreux oublis dans le cadre financier. Quelques exemples :

> L'ADQ s'engage à faire traiter les patients dans des délais médicalement acceptables; si le secteur public ne peut y arriver, tout patient pourra opter pour un établissement privé, aux frais de l'État; les libéraux estiment, de façon prudente, que cela pourrait facilement coûter 100 millions à l'État (en supposant un « délai acceptable » de six mois). Rien sur le sujet dans le cadre financier de l'ADQ.

> Toujours dans le domaine de la santé, les libéraux ont prévu,

donc être évalué à au moins 65 millions, mais le cadre financier n'en parle pas.

> L'ADQ s'engage à « tenir compte de la réalité des petites municipalités ». En clair, cela veut dire la mise à niveau des réseaux d'égout et d'égouts. Les libéraux se font un plaisir de citer à ce sujet la Coalition pour le renouvellement des infrastructures, qui évalue ces travaux à 1,2 milliard. L'ADQ n'en glisse pas un mot dans son cadre financier.

> Mario Dumont reconnaît l'existence d'un déséquilibre fiscal entre le gouvernement du Québec et les municipalités, et promet de le corriger. Or, pour y parvenir, cela prendrait 500 millions, selon les calculs de l'Union des muni-

> L'ADQ veut doter le Québec d'une « véritable stratégie d'efficacité énergétique ». Les libéraux affirment que cela diminuera les bénéfices d'Hydro-Québec de 400 millions, et que le dividende de la Société d'État diminuera d'autant. C'est une supposition pour le moins téméraire.

> On a vu plus haut que les libéraux veulent consacrer 700 millions à l'embauche de personnel dans le secteur de la santé, et que l'ADQ devra elle aussi embaucher du personnel si elle veut respecter ses engagements. Mais les libéraux vont un peu vite en affaires en supposant automatiquement que l'ADQ devra elle aussi débloquer 700 millions à ce chapitre. Là non plus, ce n'est pas évident.

# Un gouvernement de l'ADQ sabrerait la santé et l'éducation, dit Charest

TOMMY CHOUINARD

SAINT-HENRI-DE-LÉVIS — Alors qu'un sondage CROP laisse présager un raz-de-marée adéquiste dans la région de Québec le 26 mars, le premier ministre a fait un blitz dans cette région hier et a multiplié les attaques contre Mario Dumont. Les services dans les hôpitaux et les écoles seraient sabrés sous un gouvernement adéquiste, estime le premier ministre.

Or, Jean Charest a refusé catégoriquement de répondre aux questions des journalistes sur la montée adéquiste. Lorsqu'une journaliste l'a interrogé sur le sujet, il a ignoré la question et lancé : « Any questions in English? »

Le chef libéral a fait un saut dans trois circonscriptions de la région de Québec en plus de prononcer une allocution à la chambre de commerce de la capitale. Il est allé prêter main-forte à ses candidats dans ces derniers jours de la campagne.

D'abord dans Bellechasse, sur la rive sud, puis dans Montmorency, à Québec, et enfin dans Portneuf, en périphérie, Jean Charest a affirmé que le cadre financier de l'ADQ est « plein de trous » et « ne tient pas la route ».

Devant la chambre de commerce de Québec, le premier ministre a accusé l'ADQ de vouloir faire des compressions en santé et en éducation en promettant de réduire de 1 %

la croissance des dépenses du gouvernement.

« Quand on dit 1 % de moins en santé, ça veut dire 230 millions de moins. C'est l'équivalent de 2000 infirmières de moins. Un pour cent de moins en éducation, c'est 120 millions de moins. Ça, c'est l'équivalent de 1800 professionnels pour venir en aide aux enfants en difficulté. Ça, c'est la réalité. Ça, c'est des chiffres », a-t-il lancé.

Selon un sondage CROP publié hier, le PLQ glisse au troisième rang dans les intentions de vote à Québec avec 24 %.

Depuis le débat des chefs, Jean Charest concentre ses attaques sur Mario Dumont. Il ignore ou presque le chef du Parti québécois, André Boisclair. Il se contente bien souvent d'accuser le PQ de n'avoir qu'une priorité, celle de tenir un référendum « le plus vite possible ».



PHOTO MATHIEU BÉLANGER. REUTERS

Jean Charest devant la chambre de commerce de Québec hier. Le chef du PLQ a continué ses attaques contre l'ADQ.

**LOTTO QUÉBEC** Résultats des tirages du: 2007-03-21

Numéros «Télé»  
374507  
367432  
916680 141856 907205  
Numéro Boni  
06

649 03 07 26 32 09 11 18 07  
30 33 46 compl. 20 29 46 compl.

01 05 06 10 12 37 38 39 41 49  
50 52 54 56 57 58 60 61 66 70 673 8601

Day - Mois - Année - Signe  
29 JANVIER 48 GÉMEAUX

Extra 500 000\$ 6014149\*  
\*décomposable dans les deux sens

Abonnez-vous et contribuez à une bonne cause!  
1 866 628-4783

**LOTOMATIQUE**

**Le printemps dans le Vieux-Québec**

**LE PORT-ROYAL**  
hôtel & suites  
VIEUX-QUÉBEC  
★★★★

Suite De Luxe 159\$/nuit

incluant 2 petits déjeuners  
Stationnement gratuit  
Jusqu'au 30 avril 2007

1.866.417.2777  
www.hotelporroysuites.com

de saison. dernier cri.

en

**RABAIS**

de 25 à 50 %

DE RABAIS SUR LES PRIX ORIGINAUX DE MARCHANDISES SÉLECTIONNÉES.  
LES QUANTITÉS SONT LIMITÉES.

**Le Fameux Solde de Mi-Saison de Talbots**  
Commence Aujourd'hui dès 8 H.

**Talbots**

Centre commercial Rockland (514) 344-9295 • Centre Fairview Pointe-Claire (514) 697-3310

# Boisclair promet plus de pouvoirs à Montréal

Le maire Gérald Tremblay applaudit à cette déclaration

MALORIE BEAUCHEMIN

Devant la chambre de commerce de Montréal, André Boisclair a promis hier la fin de la tutelle du gouvernement provincial sur la Ville de Montréal, à la grande satisfaction du maire Gérald Tremblay, présent dans la salle.

« Je veux soutenir financièrement la Ville de Montréal par des mesures concrètes, a affirmé le chef du Parti québécois. Nous souhaitons donner à la Ville un pouvoir habitant large pour qu'elle puisse avoir un bien plus grand pouvoir d'initiatives sur les questions de développement économique, les questions sociales, environnementales. »

Plutôt que de quémander sans arrêt à Québec, Montréal pourrait, par exemple, fixer des redevances sur les services, taxer le stationnement, réglementer les heures d'ouverture des commerces ou percevoir des revenus sur la vente de cigarettes.

« Je leur donne des outils pour pouvoir s'en sortir, a dit M. Boisclair, faisant allusion aux finances publiques difficiles de la métropole. Je leur donne accès à tous les pouvoirs dont ils ont besoin pour assurer la bonne santé économique, sociale, culturelle et environnementale



André Boisclair a plaidé pour « l'affranchissement » de la métropole devant la chambre de commerce de Montréal. Réaction du maire Gérald Tremblay (à l'arrière-plan, ci-dessus) : « (Il) répond de façon positive à toutes les demandes de la Ville. »

PHOTO ARMAND TROTTIER, LA PRESSE

pour le bien-être des citoyens de Montréal. »

Le PQ investirait aussi, dans un premier mandat, 160 millions

de dollars pour la revitalisation de la métropole : 75 millions

pour appuyer le plan de développement « Montréal 2025 », 50 millions pour le réaménagement urbain, 10 millions pour des projets d'interventions sociales dans les quartiers défavorisés et 25 millions pour favoriser la francisation des nouveaux arrivants.

M. Boisclair entend favoriser « l'affranchissement » de Montréal et reconnaît le « rôle unique » de la métropole. Il veut « bâtir une nouvelle relation entre la Ville et Québec », à l'image de Toronto, qui dispose maintenant de nouveaux pouvoirs de taxation, depuis le Toronto Act.

Tremblay enchanté

Le maire de Montréal, Gérald Tremblay, n'a pu qu'applaudir à ces engagements, lui qui avait explicitement demandé, à la veille des élections, que des « pouvoirs habitants » soient transférés à la métropole.

« André Boisclair répond de façon positive à toutes les demandes de la Ville de Montréal, a estimé le maire Tremblay. De façon très claire, avec beaucoup de passion, avec une vision du développement de Montréal, M. Boisclair nous a montré qu'il avait un parti pris pour la métropole et je dois dire que ça prend beaucoup de courage dans le contexte actuel. »

« Il vient de nous dire : je vous ai entendus, je vous ai compris, et je vais vous donner les moyens de vos ambitions », a ajouté M. Tremblay, ancien ministre libéral, qui a toutefois refusé de prendre position dans cette campagne électorale. Les trois chefs des partis doivent se présenter à tour de rôle devant la chambre de commerce afin de parler de Montréal. Mardi, l'intervention de Jean Charest est plutôt restée vague sur la métropole, puisqu'il a profité de ce discours pour annoncer qu'il utiliserait les transferts de péréquation d'Ottawa pour réduire les impôts des Québécois.

SELON BERNARD LANDRY

## Sans majorité, un référendum est peu probable

MALORIE BEAUCHEMIN

La tenue d'un référendum sur la souveraineté du Québec serait hautement improbable en cas de gouvernement minoritaire péquiste, a affirmé hier l'ancien premier ministre Bernard Landry.

« Ce n'est pas juridiquement impossible, mais pratiquement », a souligné M. Landry, qui était présent hier à la chambre de commerce de Montréal pour entendre le discours d'André Boisclair.

« Pour qu'un gouvernement du Québec puisse faire un référendum, il faut qu'il fasse voter la question référendaire, ce qui demande une majorité de votes à l'Assemblée nationale, a-t-il

ajouté. Je pense que c'est de la haute spéculation que de penser que le Parti libéral pourrait souscrire comme opposition à une question référendaire. »

Alors que l'actuel chef du Parti québécois, André Boisclair, refuse catégoriquement d'envisager la possibilité d'un gouvernement minoritaire, son prédécesseur soutient que l'issue de cette campagne électorale est toujours imprévisible. Selon lui, le PQ pourrait gouverner de façon minoritaire.

« Gagner, c'est gagner, a expliqué M. Landry. Est-ce que Stephen Harper a réussi? Le PQ doit se satisfaire de la décision de la population. »

Si le PQ devait par contre obtenir une majorité de sièges, rien ne

pourrait l'empêcher de tenir un référendum, même si le pourcentage d'appuis ne dépasse pas 40 %. Parce qu'en cas de référendum, dit-il, tous les souverainistes des autres partis reviendraient voter en faveur de l'indépendance du Québec.

« Y a-t-il un autre parti souverainiste? Oui. Québec solidaire. On sait qu'une grande partie des verts sont souverainistes. Une grande partie des adéquistes sont souverainistes. Dans le Parti libéral, y compris dans la députation, il y a aussi des souverainistes », a plaidé l'ancien premier ministre.

« Une excellente campagne »

M. Landry a par ailleurs estimé que M. Boisclair menait « une excellente campagne ». « Je suis

tout à fait confiant qu'il est capable de diriger le gouvernement du Québec et qu'il va le faire », a-t-il dit. Interrogé sur les doutes qu'il avait émis avant la campagne électorale sur le leadership de M. Boisclair, il a affirmé avoir noté des progrès. « Il y avait eu des petites choses à resserrer au cours des derniers mois et elles le furent, a-t-il expliqué. La façon de s'adresser aux gens, beaucoup plus conviviale, les contenus, beaucoup mieux étudiés. Il faut dire que la plateforme électorale a été décidée à l'unanimité juste avant la campagne. Avant ça, c'était plus difficile. »

L'ancien premier ministre a aussi affirmé trouver « difficile à comprendre » le cheminement du chef

de l'Action démocratique du Québec, qui s'était rangé du côté du OUI pendant la campagne référendaire de 1995. « L'autonomie pour une nation digne de ce nom, c'est l'indépendance nationale. J'espère que Mario Dumont va renouer avec ses convictions de base et cheminer là où il devra aller ultimement », a conclu M. Landry.

M. Landry s'est adressé aux reporters sous la surveillance extrêmement serrée de l'état-major d'André Boisclair. L'attaché de presse de M. Boisclair, Joël Simard-Ménard, enregistreuse en main, s'est assuré de ne rien perdre des propos de l'ancien député de Verchères.

Avec la Presse Canadienne

## Robert Lepage rentre au bercail péquiste

PAUL ROY

QUÉBEC — Robert Lepage est officiellement rentré au bercail péquiste. À quelques jours des élections du 26 mars, l'homme de cinéma et de théâtre de renommée internationale, créateur de *La trilogie des dragons*, du *Projet Andersen* et autres *Face cachée de la lune*, accorde son appui au Parti québécois.

Il y a un peu moins d'un an, à la suite de l'écrivain Michel Tremblay, M. Lepage avait remis en question l'idée de la souveraineté du Québec, avouant qu'il n'avait désormais « qu'un reste

de sentiment souverainiste » en lui.

« J'ai besoin de me faire reconvaincre », avait-il lancé au cours d'une conférence de presse fort courue, le 10 avril 2006.

La veille, Michel Tremblay avait dit ne plus être capable de s'identifier à un projet dont la principale justification était devenue économique.

L'affaire avait suscité de nombreuses réactions, dont certaines fort virulentes. L'écrivain Victor-Lévy Beaulieu, qui a récemment accordé son appui à l'Action démocratique de Mario Dumont, avait à l'époque

accusé M. Tremblay et Lepage d'avoir « commis un acte de trahison ».

Dans une lettre ouverte publiée aujourd'hui dans *La Presse* et adressée au chef péquiste André Boisclair, M. Lepage écrit : « Vous connaissez l'intérêt que je porte à la cause et à la pertinence de la souveraineté du Québec. »

« Je crois fermement qu'à l'heure de la mondialisation, le Québec se doit d'être indépendant, unique et novateur. »

Éducation

Se réjouissant du parti pris péquiste en matière d'éducation,

M. Lepage ajoute : « Comme ce sont particulièrement les jeunes qui bénéficieront le plus des richesses qui découleront d'un plus grand savoir collectif, j'ose espérer que le 26 mars prochain, ils se sentiront concernés et se prononceront massivement en faveur du Parti québécois. »

Et de conclure : « Je me réjouis, M. Boisclair, de votre engagement et de vos convictions et vous assure de mon appui. »

Il a été impossible de joindre M. Lepage hier. Il est à Bruxelles où il monte son nouveau projet d'opéra, *The Rake's Progress*, de Stravinsky, a précisé sa porte-

parole Martine Rochon. « Mais il suit la campagne électorale de près, souligne M<sup>me</sup> Rochon. Et à la lumière des plus récents sondages, il a senti le désir et le besoin de manifester son appui à M. Boisclair. »

Un sondage CROP-*La Presse* publié hier montre l'ADQ de Mario Dumont en forte avance dans la région de Québec, d'où est originaire M. Lepage, et où est installée sa compagnie de création multidisciplinaire, Ex Machina.

Robert Lepage, qui est officier de l'Ordre du Canada (1994) et officier de l'Ordre national du Québec (1999), restera en Europe jusqu'en juin. Le mois prochain, il se rend à Thessalonique, en Grèce, pour y recevoir le prix Europe pour le théâtre.

26 MARS 2007 - 9h30 à 20h

ÉLECTIONS GÉNÉRALES

JE M'EXPRIME, JE VOTE!

1 888 ÉLECTION (1 888 353-2846)

www.electionsquebec.qc.ca



LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC

Parce qu'un vote, ça compte



SANTÉ

# Montréal écopera encore

## Le Ministère prend à la métropole pour donner aux régions

ANDRÉ NOËL

Le réseau de la santé de Montréal devra se serrer la ceinture au profit de régions comme l'Estrie, la Montérégie ou l'Abitibi, en vertu de nouvelles méthodes de calcul du ministère de la Santé. Selon un document à diffusion restreinte, Montréal devrait réduire ses dépenses de 192 millions par année, dont le tiers en santé mentale et en services aux jeunes en difficulté, pour répondre aux objectifs du gouvernement.

Ce document sera discuté ce soir par les dirigeants des établissements de santé de Montréal. Daté du 15 février, il a été préparé par un comité de travail formé par le Regroupement régional de Montréal de l'Association québécoise des établissements de santé et des services sociaux (AQESSS). Le comité exprime ses inquiétudes.

« Bien que nous puissions être d'accord avec la notion d'équité pour l'ensemble de la population du Québec, nous sommes d'avis que (la nouvelle) méthode d'attribution des ressources doit se faire en tenant compte des caractéristiques particulières de la population de la région de Montréal », écrit René Carignan, président du comité de travail.

« Qu'il s'agisse de facteurs liés à l'ethnicité, à l'itinérance, au vieillissement des personnes, etc., ainsi qu'à l'attrait particulier que peut représenter Montréal pour les personnes en quête de services spécialisés (ou) à la recherche d'anonymat pour éviter la stigmatisation et la marginalisation, ces réalités doivent être prises en considération quelle que soit la méthode de répartition des ressources utilisées. »

« C'est du nivellement par le



PHOTO ANDRÉ PICHETTE. LA PRESSE

Selon des intervenants de la santé, le gouvernement ne tient pas compte de certaines réalités comme la concentration de sans-abris à Montréal.

bas, s'insurge Marie Pelchat, porte-parole de la Clinique communautaire de Pointe Saint-Charles, qui a obtenu le document. Montréal a une grande concentration de personnes défavorisées, seules, avec des problèmes de santé mentale : le gouvernement nie à ces milliers de Montréalais leur droit à la santé. »

Montréal reçoit plus que les autres régions, parce que c'est en ville que se concentrent les services spécialisés, comme les hôpitaux psychiatriques. Dorénavant, le Ministère veut allouer ses ressources selon le nombre d'habitants pour tous les services en développement, comme les soins à domicile ou les services à

la jeunesse offerts par les centres de services sociaux.

Selon cette méthode de calcul, les villes de Montréal et de Québec, ainsi que le Bas-Saint-Laurent, la Mauricie, le Saguenay-Lac-Saint-Jean et Chaudière-Appalaches reçoivent 250 millions de trop par année, dont 192 millions à Montréal. Le Ministère veut plutôt envoyer ces fonds à des régions qu'il considère sous-financées, comme l'Estrie, la Montérégie, l'Abitibi, les Laurentides, Lanaudière, la Gaspésie et Laval.

Comment cela se traduira-t-il ? « Le Ministère pourrait donner proportionnellement moins d'argent à

Montréal pour les nouveaux soins à domicile et autres services en développement, a expliqué Denis Savage, conseiller à l'AQSSS. Pour combler la différence, le réseau de la santé de Montréal devra réduire ses dépenses ailleurs, par exemple en fermant des lits à l'hôpital psychiatrique Louis-H. Lafontaine. »

Selon le document du Regroupement régional de Montréal de l'AQSSS, les « cibles de réduction de la région de Montréal » établies par le ministère visent les programmes suivants :

- > santé mentale : réduction de 40 millions ;
- > santé physique : 30 millions ;

- > personnes âgées : 24 millions
- > déficience intellectuelle et troubles de comportements : 9 millions ;
- > jeunes en difficulté : 27 millions ;
- > administration et soutien : 38 millions ;
- > divers : 24 millions.

Le budget annuel du réseau de la santé de Montréal est d'environ 4,8 milliards. Le Ministère estime que c'est 4 % de trop, comparativement à la moyenne des régions. Le document insiste pour que les réductions se fassent de façon progressive. Il n'est d'ailleurs pas question qu'elles se fassent en une seule année. Mais la nouvelle méthode de répartition risque d'avoir de gros impacts, notamment en santé mentale.

« Des variables comme l'itinérance, l'attraction du grand milieu urbain et la présence d'un nombre important d'effectifs psychiatriques (à Montréal) ne sont pas prises en considération actuellement dans la méthode du ministère de la Santé », déplore le document.

« Le taux de prévalence de la schizophrénie est appliqué de façon théorique (par le ministère), soit 1 % de la population adulte, sans tenir compte de la migration importante des personnes atteintes vers la grande région de Montréal... Or, le traitement des personnes atteintes de schizophrénie est très coûteux. »

Dans l'ouest de Montréal, le psychiatre James Farquar se montre scandalisé. « La moitié des 24 000 itinérants de Montréal souffrent de problèmes de santé mentale comme la schizophrénie. Plusieurs d'entre eux n'ont déjà pas accès à des foyers subventionnés. Si les crédits sont encore réduits, plusieurs vont mourir de façon précoce. »

# MONTOIT LE SAMEDI

CE SAMEDI DANS LA PRESSE

LA MAISON SANS ENTRETIEN

3450178

# Si l'adoption fait partie de votre vie...

visitez [www.ontario.ca/infoadoption](http://www.ontario.ca/infoadoption)

## PLUS BAS PRIX, GARANTI

<b>Puerto Plata</b> Viva Playa Dorada 4* 27 mars, tout inclus 1sem. <b>998 \$</b>	<b>Puerto Plata</b> Gran Ventana 4* 27 mars, tout inclus 1sem. <b>1058 \$</b>	<b>Puerto Plata</b> Holiday Village 4 1/2* 3 avril, tout inclus 1sem. <b>1198 \$</b>	<b>Puerto Plata</b> Gran Bahia Principe 5* 3 avril, tout inclus 1sem. <b>1198 \$</b>	<b>La Romana</b> Sunscape Casa Del Mar 4* 23 mars, tout inclus 1sem. <b>1398 \$</b>
<b>La Romana</b> Santana Beach 4* 30 mars, tout inclus 1sem. <b>998 \$</b>	<b>Punta Cana</b> Barcelo Bavaro Beach 4* 24 mars, tout inclus 1sem. <b>1298 \$</b>	<b>Punta Cana</b> Caribe Club Princess 4* 31 mars, tout inclus 1sem. <b>1458 \$</b>	<b>Punta Cana</b> Ocean Sand Golf/Beach 4 1/2* 7 avril, tout inclus 1sem. <b>1598 \$</b>	<b>Punta Cana</b> IFA Bavaro Ocean 4* 7, 14, 21 avril, tout inclus 1sem. <b>1198 \$</b>
<b>Cancun</b> Sandos Caracol 4* 25 mars, 1 <sup>er</sup> avril, tout inclus 1sem. <b>1298 \$</b>	<b>Cancun</b> Bahia Principe Coba 4 1/2* 1 <sup>er</sup> avril, tout inclus 1sem. <b>1658 \$</b>	<b>Cancun</b> Bahia Principe Tulum 4 1/2* 1 <sup>er</sup> avril, tout inclus 1sem. <b>1598 \$</b>	<b>Huatulco</b> Crown Pacific 5* 25 mars, tout inclus 1sem. <b>1098 \$</b>	<b>Huatulco</b> Las Brisas Huatulco 4 1/2* 25 mars, tout inclus 1sem. <b>1198 \$</b>
<b>Huatulco</b> Barcelo Huatulco 4* 25 mars, tout inclus 1sem. <b>1298 \$</b>	<b>Huatulco</b> Gala Resort 4 1/2* 25 mars, 1 <sup>er</sup> avril, tout inclus 1sem. <b>1398 \$</b>	<b>Cayo Coco</b> NH Krystal 4* 12 avril, tout inclus 1sem. <b>1098 \$</b>	<b>Cayo Coco</b> Oasis Playa Coco 4* 29 mars, 12 avril, tout inclus 1sem. <b>1098 \$</b>	<b>Holguin</b> Brisas Guardalavaca 4* 6 avril, tout inclus 1sem. <b>1098 \$</b>

1-877-SellOff (735-5366)

# SellOffVacations.com

MONTRÉAL: (514) 878-0003    STE-FOY: (418) 656-6760  
LAVAL: (450) 688-8446    SHERBROOKE: (819) 564-9376

Les prix annoncés sont les plus bas disponibles au moment de mettre sous presse et sont sujets à changement/disponibilité au moment de la réservation. Les prix sont par personne, basés sur une occupation double pour une durée d'une semaine. Ils sont valables pour les nouvelles réservations et pour les dates de départ spécifiées seulement. Les taxes de départ, assurances, surcharges de carburant, frais d'aéroport, transport et TPS ne sont pas inclus.

Si vous êtes concerné par une adoption enregistrée en Ontario, vous devez savoir que l'accès aux renseignements identificatoires pour les personnes adoptées et pour les parents de sang est en cours de modification.

Les modifications apportées à la loi portant sur la divulgation de renseignements sur les adoptions en Ontario permettront à la plupart des adultes adoptés et des parents de sang de recevoir des renseignements identificatoires provenant de l'enregistrement initial de naissance et de l'ordonnance d'adoption.

Ces modifications comprennent également la possibilité d'enregistrer un avis de « non-communication » dans votre dossier ou encore de faire une demande afin d'interdire la divulgation de renseignements identificatoires en cas de crainte concernant la sécurité personnelle.

Vous devez aussi savoir qu'il est possible que des renseignements non identificatoires aient été divulgués dans le passé aux personnes adoptées ou encore aux membres de la famille des parents de sang.

Pour en savoir davantage sur ces modifications et sur la façon dont elles pourraient toucher votre vie ou encore celle de l'un de vos proches, **veuillez visiter [www.ontario.ca/infoadoption](http://www.ontario.ca/infoadoption).**

Publicité payée par le gouvernement de l'Ontario

ÉLECTIONS 2007

# Une fin de campagne inédite : où est passé le trou noir ?



DENIS LESSARD  
**ANALYSE**

QUÉBEC — La campagne électorale qui s'achève diffère des précédentes. Mais ce n'est pas parce qu'elle se serait égarée, plus que d'habitude, sur des chemins de traverse. Ces égarements sont fréquents. Qu'on se rappelle!

En 1998, Lucien Bouchard a dû s'excuser pour avoir dit que Jean Charest n'aimait pas le Québec. Puis pour avoir dit que les femmes blanches ne faisaient pas assez d'enfants. Jean Charest a dû aussi passer sous les fourches caudines pour avoir affirmé qu'il tirerait un trait sur la Révolution tranquille.

En 1989, des barils de BPC partent en bateau pour l'Angleterre... et soudain reviennent en pleine campagne! On découvre que des enfants sont intoxiqués par le plomb.

Toutes les campagnes connaissent leur lot de nouvelles qui détournent l'attention des électeurs des « vrais enjeux ». En fait, ces rebondissements font partie des enjeux, car voir un chef de parti gérer l'imprévu est bien souvent révélateur de ses qualités intrinsèques et de son leadership.

La différence réside ailleurs. En ces derniers jours de campagne, la question nationale est pratiquement absente des échanges quotidiens entre les trois chefs.

Pendant la campagne électorale de 1998, Jean Charest avait inventé « le trou noir » pour décrire la situation du Québec au lendemain d'un référendum gagnant. Robert Bourassa parlait plutôt du « saut

dans le vide », tout comme Daniel Johnson.

Et dans le dernier sprint, tous ces chefs libéraux martelaient, discours après discours, qu'un référendum, générateur d'instabilité, suivrait inexorablement l'arrivée d'un gouvernement péquiste à Québec.

Cette finale a été une constante des campagnes électorales depuis 1989, moment du retour aux affaires de Jacques Parizeau. Ce fut le cas en 1994 bien sûr, comme en 1998. Cela s'est vérifié encore en 2003, mais alors c'était Bernard Landry qui avait tiré cette ficelle. Pour mobiliser ses appuis qui s'étiolaient, il avait subitement lancé qu'« élu, il tiendrait un référendum, « s'il avait la moindre chance de le gagner ».

À chaque scrutin, le vote souverainiste a été plus bas que le score prédit dans les sondages les plus récents. On en avait rapidement conclu que l'électeur était allergique à l'incertitude.

**Le « trou noir » évanoui**

Cette année, où est donc passé le « trou noir »? Jean Charest, au cours des dernières semaines, s'est bien gardé d'envoyer le ballon dans les platebandes constitutionnelles. Depuis plusieurs jours, il n'y a qu'un adversaire sur le radar du chef libéral : Mario Dumont. Il y a eu les faux pas sur la fin des pensions au lendemain d'une victoire souverainiste, puis cette autre boulette sur « la divisibilité », pardon « l'indivisibilité » du territoire québécois. Alors, M. Charest a prestement mis de côté ce genre d'attaques au flanc des souverainistes.

Voula-t-il polariser le vote et s'assurer que les appuis à Mario Dumont retournent aux libéraux et aux péquistes? C'est le contraire qui s'est passé, estime, parmi bien d'autres, Jean-Herman Guay, politologue à l'Université de Sherbrooke. « Les gens sont écœurés de ce débat sur la souveraineté versus

fédéralisme », dit le spécialiste.

La volonté souverainiste a créé depuis 30 ans une pression sur le Canada et le fédéral pour faire avancer les choses, et la population constate désormais que le déséquilibre fiscal se règle en partie, que le Québec est reconnu comme nation.

L'arrivée de Mario Dumont n'a pas provoqué cette lassitude du débat constitutionnel, « mais c'est lui qui en a bénéficié », résume l'universitaire.

La dernière semaine de campagne n'a rien de constitutionnel. Hier, M. Charest a accusé le chef adéquate d'envisager des coupes sèches dans les budgets de la Santé et de l'Éducation avec son objectif de réduire de 1 % les dépenses du gouvernement.

M. Charest, pour sa part, s'est retrouvé sur la défensive depuis sa sortie à la chambre de commerce de Montréal, mardi. Il réclamait plus de fonds d'Ottawa au nom du déséquilibre fiscal, pour financer la santé et l'éducation. Voilà que le premier chèque sera englouti dans les baisses d'impôts, un rappel maladroit d'une promesse non tenue il y a trois ans.

Mario Dumont n'avait peut-être pas tellement tort lors de son discours controversé à Toronto, à l'automne 2002. Le débat constitutionnel semble désormais bel et bien « sorti du radar ».

**PONTIAC CARBUREZ À L'ÉMOTION**

**WAVE**

VILLE: 8,9 L/100 km  
ROUTE: 5,9 L/100 km

Moteur 4 cyl. à DACT 1,6 L de 103 HP • Lecteur CD et MP3 avec prise audio auxiliaire • Chauffe-moteur • Colonne de direction inclinable • Siège du conducteur réglable en hauteur avec soutien lombaire • Banquette arrière divisée 60/40 à dossier rabattable

**LOCATION 60 MOIS**

169\$ <sup>1</sup>	207\$ <sup>1</sup>	Comptant: 0\$
Comptant: 2 027\$		
<b>Préparation et frais de transport de 1 045\$ INCLUS</b>		

**G5 SE ÉDITION SPÉCIALE**

Climatisation et groupe électrique<sup>3</sup>

**LOCATION 48 MOIS**

209\$ <sup>1</sup>	244\$ <sup>1</sup>	Comptant: 0\$
Comptant: 1 604\$		
<b>Préparation et frais de transport de 1 095\$ INCLUS</b>		

**G6**

★★★★★ Sécurité 5 étoiles<sup>4</sup>

**LOCATION 48 MOIS**

279\$ <sup>1</sup>	322\$ <sup>1</sup>	Comptant: 0\$
Comptant: 2 024\$		
<b>Préparation et frais de transport de 1 250\$ INCLUS</b>		

VILLE: 10,2 L/100 km  
ROUTE: 6,6 L/100 km

**LA GARANTIE DE 160 000 KM DE GM**

**LA MEILLEURE PROTECTION AU PAYS**

160 000 KM 5 ANS SUR LE GROUPE MOTOPROPULSEUR GARANTIE LIMITÉE<sup>5</sup> + 160 000 KM 5 ANS AVEC TRANSPORT DE COURTOISIE<sup>6</sup> + 160 000 KM 5 ANS AVEC ASSISTANCE ROUTIÈRE<sup>7</sup>

**OFFRESPONTIAC.CA**

L'association des concessionnaires Pontiac-Buick-GMC du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers, s'appliquant aux modèles neufs 2007 suivants : Wave (21069/RYA), G5 SE Édition Spéciale (24069/RYA), G6 (22769/RYA). Les modèles illustrés comprennent certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. Conditionnel à l'approbation de crédit de GMAC. Les frais liés à l'inscription au registre des droits personnels et réels mobiliers et droits sont en sus et payables à la livraison. 1. À la location, paiements mensuels basés sur un bail de 48 mois (60 mois pour la Wave). Frais de transport et préparation inclus. Frais d'immatriculation, assurance et taxes en sus. Frais de 12 \$/km après 80 000 km pour la G5 et la G6. Première mensualité exigible à la livraison. 0\$ de dépôt de sécurité. 2. Cote de consommation telle que publiée dans le Guide par Ressources Naturelles Canada pour la Wave et la G5 avec boîte manuelle à 4 vitesses. 3. Le groupe électrique comprend le réglage des phares et des rétroviseurs ainsi que le téléverrouillage. 4. Sécurité 5 étoiles pour le conducteur et le passager avant (tests d'impact latéraux) pour la G5 2007. Essais effectués par la National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA). 5. Selon la première évaluation. Les camions poids moyens sont exclus. Des offres sont exclusives et ne peuvent être combinées avec aucune autre offre ni aucun autre programme incitatif (craie) ou de location. À l'exception des programmes de La Carte GM, de prime pour étudiants (primepourétudiants.ca) et de GM Mobilité. Le concessionnaire peut louer à un prix moindre. Une commande ou un échange entre concessionnaires peut être requis. Pour de plus amples renseignements ou pour obtenir le règlement complet du concours, passez chez votre concessionnaire participant, composez le 1 800 463-7483 ou visitez gmcanada.com.

## Québec solidaire tend la main à la clientèle de l'ADQ

SÉBASTIEN RODRIGUE

Les deux porte-parole de Québec solidaire supplient les électeurs désabusés par le Parti québécois et le Parti libéral de protester en votant pour eux plutôt que pour l'Action démocratique dont le chef, Mario Dumont, fera « pire que Jean Charest », soutiennent-ils.

**Le chanteur Yves Lambert compare Mario Dumont à Camil Samson. « Il a parlé de façon méprisante de la gau-gauche québécoise. Il méprise les citoyens qui ont à cœur la redistribution de la richesse », déplore-t-il.**

Françoise David et Amir Khadir ont lancé cet appel hier en compagnie de quelques professeurs d'université, d'intellectuels et d'artistes. « Nous sommes inquiets de la tournure des événements. L'ADQ ne représente pas quelque chose de nouveau », estime M<sup>me</sup> David. La candidate dans la circonscription de Gouin compare l'élection de l'ADQ à un retour aux « années duplessistes ».

Amir Khadir a lancé pour sa part qu'« il n'y a pas que l'ADQ pour exprimer son désaveu ». Le candidat dans la

circonscription de Mercier soutient que Québec solidaire représente le seul parti capable de défendre les familles, reprenant ainsi le thème principal de l'ADQ.

Parmi les personnes présentes se trouvaient le musicien Yves Lambert, l'écologiste Laure Waridel ainsi que les professeurs ou ex-professeurs d'université Anne Latendresse (géographie UQAM), Louis Gill (économiste et professeur retraité de l'UQAM), Jacques Pelletier (professeur d'études littéraires), Vincent Van Schendel (économiste) et Jean Carrette (UQAM et Université de Montréal).

Les personnalités venues appuyer Québec solidaire ont tour à tour critiqué l'Action démocratique sans même mentionner le PQ ou le PLQ. Le chanteur Yves Lambert compare Mario Dumont à Camil Samson. « Il a parlé de façon méprisante de la gau-gauche québécoise. Il méprise les citoyens qui ont à cœur la redistribution de la richesse », déplore-t-il.

Françoise David espère toujours que sa nouvelle formation politique récoltera plus de 5 % des voix au scrutin de lundi prochain. Québec solidaire croit surtout aux chances de ses deux porte-parole dans les circonscriptions de Gouin et de Mercier à Montréal où des péquistes ont été élus en 2003.

## PEU D'INFIRMIÈRES PRATICIENNES SPÉCIALISÉES Charest répond aux critiques

TOMMY CHOUINARD

**SAINT-HENRI-DE-LÉVIS** — Jean Charest trouve « normal » que seulement 17 infirmières praticiennes spécialisées aient obtenu leur diplôme alors qu'il avait promis d'en introduire 75 dans le réseau de la santé. Il faut, selon lui, du temps pour implanter un nouveau programme.

« C'est normal que le programme commence plus lentement. On est à la première étape d'implantation », a-t-il expliqué hier. Il a souligné que des efforts importants doivent être déployés pour recruter des candidates prêtes à suivre la formation.

S'il est réélu, le PLQ consacrerait 13,3

millions de dollars à des bourses aux candidates qui suivent la formation d'infirmière praticienne (30 000 \$ pour chacune des deux années de formation) et aux établissements qui les embauchent (40 000 \$ la première année, 20 000 \$ la seconde).

**Une dizaine de plus par année**

La Presse a révélé hier que trois ans après avoir promis d'introduire 75 superinfirmières dans le système de santé, Québec n'a toujours pas atteint son objectif. À peine 17 infirmières praticiennes spécialisées ont jusqu'à maintenant obtenu leur diplôme, et les universités n'en forment qu'une dizaine par année.

Vieux-Québec en forfait

**Forfait ski**

- 1 nuit à l'hôtel pour 2 personnes
- 2 billets de ski pour une journée à l'une des 3 stations
- Accès à la piscine intérieure, sauna et centre de conditionnement physique

À partir de **175\$**

PAR NUIT / MINIMUM 2 NUITS POUR 2 PERSONNES, TAXES EN SUS

À partir de **199\$**

POUR 1 NUIT, POUR 2 PERSONNES, TAXES EN SUS

Tous nos forfaits sont disponibles en certificats-cadeaux

**HOTEL MANOIR VICTORIA**

44, côte du Palais, Vieux-Québec (Québec) G1R 4H8 • www.manoir-victoria.com • 1 800 463.6283



## Une vente que vous allez adorer.

**Profitez dès maintenant d'appels illimités à n'importe qui ayant n'importe quel téléphone de Bell.<sup>1</sup>**

Que vous soyez un client actuel, ou en voie de le devenir, nos nouveaux forfaits de Bell Mobilité font d'un téléphone de Bell un objet inestimable. Tous vos appels locaux en provenance et à destination de n'importe quel téléphone de Bell, qu'il soit mobile, résidentiel ou d'affaires, sont gratuits. Et comme presque tout le monde a au moins une ligne de Bell, c'est un peu comme pouvoir faire des appels illimités à tout le monde. Obtenez les Appels Bell à Bell pour aussi peu que 10 \$ par mois. Il n'y a jamais eu de meilleur temps pour être avec Bell.

**Faites vite. L'offre prend fin le 31 mars 2007.**

Visitez un magasin Bell

1 888 4MOBILE

bell.ca



# La tension monte au PLQ

## Charest se défend d'acheter les Québécois avec les 700 millions d'Ottawa

TOMMY CHOUINARD

**SAINT-HENRI-DE-LÉVIS**—Agacé par les questions des journalistes, Jean Charest s'est défendu hier de vouloir acheter le vote des Québécois en promettant de nouvelles baisses d'impôts de 700 millions avec l'argent frais provenant d'Ottawa.

Au cours d'une conférence de presse mouvementée, le premier ministre a montré des signes d'impatience devant les journalistes. Il a esquivé plusieurs questions sur sa nouvelle promesse d'allègement fiscal. Le micro installé pour les médias a été fermé à quelques reprises, pour empêcher des journalistes de poser des questions supplémentaires.

Le chef libéral estime qu'il peut dépenser comme bon lui semble les paiements de péréquation supplémentaires de 700 millions prévus au budget Flaherty déposé lundi. Ottawa verse ces nouveaux fonds afin de résoudre le déséquilibre fiscal.

« On a toujours dit que, dans l'hypothèse où il y aurait des marges de manœuvre, on resterait sur les mêmes priorités et on irait plus rapidement. C'est ce que nous faisons », a-t-il expliqué. Réduire les impôts fait partie de ces priorités, selon lui. Mais depuis le début de la campagne, comme en 2003 d'ailleurs, il martèle sur toutes les tribunes que la santé est sa « première priorité ».

« Une fois que l'argent est transféré, c'est à nous de déterminer ce que nous voulons faire avec, en tenant compte de nos priorités et de nos domaines de compétence. Ce n'est pas le gouvernement fédéral qui décide, c'est nous qui décidons », a-t-il ajouté.

Jean Charest ne voit pas la nécessité d'investir ces 700 millions pour améliorer les services publics, car « on maintient des services de qualité au Québec depuis 2003 en santé et en éducation ».

Il a refusé de répondre à un journaliste qui lui rappelait que les urgences débordent et que 30 000 patients attendent une intervention chirurgicale hors des délais médicaux acceptables. « Alors pourquoi ne pas utiliser l'argent pour améliorer les services au Québec? » a demandé le journaliste,



PHOTO RYAN REMIORZ, PRESSE CANADIENNE

La promesse de Jean Charest d'utiliser l'argent frais d'Ottawa en baisses d'impôts provoque des remous.

qui n'a obtenu aucune réponse. Jean Charest a préféré l'ignorer.

Or, dans un discours prononcé à l'Assemblée nationale le 7 juin 2002, le chef libéral affirmait que « le seul et unique objectif » derrière les revendications du Québec à l'égard d'Ottawa au sujet du déséquilibre fiscal est « d'améliorer les services que nous voulons livrer aux citoyens ». Jamais Jean

Charest n'avait envisagé de profiter d'éventuels transferts fédéraux supplémentaires pour réduire les impôts.

**« Une fois que l'argent est transféré, c'est à nous de déterminer ce que nous voulons faire avec, en tenant compte de nos priorités et de nos domaines de compétence. »**

Plus récemment, en février 2005, le ministre des Finances, Michel Audet, a affirmé que les revendications du Québec, « ce n'est pas une demande pour baisser les impôts. Ce qu'on cherche, c'est d'avoir plus de marge de

nement fédéral » pour investir davantage en santé et en éducation au cours de son premier mandat. « Les personnes qui vont bénéficier de la marge de manœuvre, ce sont les citoyens de la classe moyenne qui méritent bien qu'on puisse continuer à faire cet effort pour réduire le fardeau fiscal », a-t-il expliqué. Son objectif est de ramener les

impôts du Québec à la moyenne canadienne.

Jean Charest assure que, contrairement à 2003, les baisses d'impôts promises seront au rendez-vous s'il est réélu. « Le cadre financier est très solide », a-t-il noté, reprenant mot pour mot son argument de 2003.

Avec les nouveaux fonds fédéraux, « il n'y a plus de trou » dans les finances publiques du Québec, a-t-il ajouté. Selon lui, le déficit appréhendé de 1 milliard pour l'année prochaine est effacé grâce au budget fédéral.

Mardi matin, en conférence de presse, Jean Charest avait affirmé que la marge de manœuvre de 700 millions irait « à la santé, à l'éducation et à la fiscalité » s'il est réélu. Or, sur l'heure du midi, il a annoncé que cette somme servirait en totalité à baisser les impôts sous un gouvernement libéral.

L'entourage du premier ministre avait promis des explications lors d'un bref point de presse en soirée. Il l'a annulé à la dernière minute.

### AGRICORE UNITED AVIS RELATIF À LA DATE DE CLÔTURE DES REGISTRES

Deux assemblées extraordinaires des porteurs d'actions ordinaires à droit de vote limité de l'Union des producteurs de grain Limitée, exerçant ses activités sous le nom Agricore United, doivent avoir lieu à Winnipeg en mai 2007. Les assemblées ont pour but l'examen et, si cela est jugé opportun, l'adoption d'une résolution spéciale approuvant la prorogation d'Agricore United conformément à la Loi canadienne sur les sociétés par actions, et d'une résolution spéciale approuvant un arrangement aux termes de l'article 192 de la Loi canadienne sur les sociétés par actions, ainsi que la délibération de toute autre question dont les assemblées pourraient être dûment saisies. Avis est par les présentes donné que la date de clôture des registres relativement aux assemblées a été fixée au 29 mars 2007. Les opérations liées à la prorogation et à l'arrangement proposés sont décrites dans un communiqué daté du 21 février 2007 et dans une déclaration de changement important connexe datée du 23 février 2007, qui peuvent être consultés au [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

Club de Golf  
Golf and Country Club

Un club privé  
tout simplement différent...

**Un beau défi**

- Terrain mature propice à l'abandon total
- Ambiance chaleureuse, accueillante et sans prétention
- En couple, en famille, entre amis, conjuguez affaires et golf
- Cuisine raffinée
- Salle de réception privée (mariage, anniversaire, etc.)
- Aucune cotisation surprise de fin de saison
- Aucun frais minimum de restaurant

**À DÉCOUVRIR**

- « Carte de membre or »
- « Passeport V.I.P. »
- « Membre d'un jour »
- « Carte corporative innovatrice » (jusqu'à 26 membres)

**Et encore plus**

- Piscine semi-olympique
- Jacuzzi
- Minigolf 18 trous
- Installation d'entraînement

**Le Diamant** 10466, montée Clément, Sainte-Monique (Mirabel)  
450-476-1922  
[www.golfdiamant.com](http://www.golfdiamant.com)

**CONCOURS**  
« TRANSFORMEZ VOTRE CUISINE »

**LE RETOUR DES BEAUX PROJETS**  
SALON NATIONAL DE L'HABITATION  
16 AU 25 MARS À LA PLACE BONAVENTURE

**VOUS OFFRENT  
LA CHANCE DE GAGNER L'UNE DES TROIS  
MÉTAMORPHOSES DE CUISINE  
D'UNE VALEUR DE 5 000 \$  
OFFERTES PAR ARMOIRES NEWLOOK.**

**Pour participer, regardez Canal Vie entre le 16 et le 25 mars, repérez l'indice pendant l'émission Manon, tu m'inspires! le samedi à 20h30 et le lundi à 19h30, remplissez votre coupon de participation et déposez-le au kiosque d'Armoires Newlook #932, de La Presse #948 ou à la sortie du Salon.**

Prénom : \_\_\_\_\_ Nom : \_\_\_\_\_  
Téléphone : ( \_\_\_\_\_ ) \_\_\_\_\_ Âge : \_\_\_\_\_ Sexe : \_\_\_\_\_  
Courriel : \_\_\_\_\_

Oui, j'aimerais recevoir des renseignements et offres promotionnelles concernant le Salon national de l'habitation par courriel.

Réponse à la question d'habileté mathématique : (12 x 12) - (78 ÷ 3) = \_\_\_\_\_  
**Nommez l'indice de Manon, tu m'inspires!** \_\_\_\_\_  
Tous les détails au [canalvie.com](http://canalvie.com)

**SALON NATIONAL DE L'HABITATION**  
Présenté par **RE/MAX**

Le Salon national de l'habitation est un événement d'ing média mondial, une production Expo Media

Aucun achat requis. Prix: Valeur approximative de 5 000 \$. Les fac-similes et les reproductions mécaniques ne seront pas acceptés. Ouvert aux résidents du Québec âgés de 18 ans et plus. Détails et règlement disponibles au [www.canalvie.com](http://www.canalvie.com). Pour être déclarés gagnants, les participants devront répondre correctement à une question d'habileté mathématique. Le concours se termine le 25 mars 2007. Le tirage aura lieu le 2 avril 2007.

**LA GRANDE TOURNÉE  
DES MAISONS NEUVES**  
Les 24 et 25 mars de 13h à 17h

Visites virtuelles : [www.gomaison.com/gmn](http://www.gomaison.com/gmn)

**Protectron**  
SYSTEMES DE SÉCURITÉ

**Multi-Prêts**  
COURTIER HYPOTHÉCAIRE  
[www.multiprets.ca](http://www.multiprets.ca)

**GO MAISON.com**

**APCHL**  
1950  
Montréal métropolitain

**TEI**  
GARANTIE  
MAISONS  
NEUVES  
APCHL

**Dernière chance!**



ACTUALITÉS

RAPPEL DE NOURRITURE CONTAMINÉE

# C'est la panique chez les proprios de chiens et de chats

HUGO MEUNIER

La panique s'est emparée de nombreux propriétaires d'animaux québécois, quelques jours après le rappel de 60 millions de portions de nourriture pour chiens et chats de la compagnie torontoise Menu Foods.

La nourriture pourrait avoir été contaminée par un ingrédient mortel, qui aurait fait son apparition avec l'arrivée d'un nouveau fournisseur de gluten de blé, il y a quelques mois. L'entreprise n'a pas encore réussi à identifier le problème. En attendant, les cliniques vétérinaires et boutiques spécialisées pour animaux sont inondées d'appels.

« C'est 80 % de nos appels qui

Et même ceux qui n'ont pas de dossier dans des cliniques. « On reçoit entre 30 et 40 appels par jour à ce sujet. C'est compréhensible, ce n'est pas une mince affaire », explique Nathalie Talbot, coordonnatrice à l'hôpital vétérinaire de la Rive-Sud.

Aux États-Unis, la nourriture contaminée de Menu Foods a entraîné la mort de 11 chats et d'un chien. Au Québec, un couple de Kahnawake croit que l'insuffisance rénale qui vient de tuer son chat Mookie a été causée par sa nourriture, inscrite sur la liste noire de Menu Foods. Si l'autopsie le confirme, Mookie deviendrait la première victime canadienne de la nourriture contaminée.

Du côté de l'Ordre des médecins vétérinaires du Québec, on se fait rassurant. « Il y a une inquiétude, mais il ne faut pas paniquer », souligne la docteure Christiane Gagnon, qui recommande

d'aller consulter la liste des produits rappelés sur le site Internet de Menu Foods. Dans le doute, les propriétaires d'animaux peuvent consulter leur vétérinaire. Mais les symptômes d'une insuffisance rénale ne trompent pas. « Les animaux vomissent et sont déshydratés », précise M<sup>me</sup> Gagnon.

Les produits rappelés par Menu Foods se retrouvent surtout dans les magasins à grande surface comme Wal-Mart et les supermarchés. Très peu dans les cliniques vétérinaires ou les boutiques spécialisées. Le distributeur de produits pour animaux Mondou, une chaîne de 40 magasins au Québec, dit recevoir une cinquantaine d'appels par jour



En début de semaine, Lynda Lefebvre, qui travaille à la boutique Animal expert des Promenades Saint-Bruno, s'affairait à retirer des tablettes les produits dangereux pour la santé des chats et chiens.

PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, LA PRESSE

« Hier, c'était un téléphone après l'autre, c'était fou ! »

« sont axés là-dessus. Nos clients sont vraiment préoccupés », lance Caroline Michaud, réceptionniste à la clinique vétérinaire Saint-Denis. « Hier c'était un téléphone après l'autre, c'était fou ! » ajoute-t-elle.

Les quelque 80 produits concernés, dont les plus connus, Iams, Neutro et Eukanuba, sont essentiellement des ragoûts et des sauces en sachet ou des viandes en boîtes vendus sous 20 marques différentes. La nourriture sèche n'est pas en cause et les produits affectés sont surtout vendus aux États-Unis. Mais ça n'empêche pas plusieurs personnes soucieuses de la santé de minou et pitou de se tourner vers des vétérinaires pour avoir l'heure juste.

de clients inquiets. « Les gens se demandent si leur nourriture est sur la liste. Dans 99 % des cas, elle ne l'est pas », assure la responsable du marketing, Pascale Brumat.

Les boutiques pour animaux visitées hier n'étaient pas affectées non plus par le problème.

À l'épicerie Metro, avenue du Mont-Royal, on dit n'avoir reçu

aucune directive sur le retrait des produits, même si les tablettes regorgent de produits Iams (en solde d'ailleurs). « Il faut attendre une consigne avant de retirer les produits des tablettes », souligne le gérant Dany, qui ajoute que Iams est un de ses « meilleurs vendeurs ».

Rencontrée sur l'avenue Laurier en compagnie de son chien Sage,

Lisa Greenspoon raconte s'être précipitée en « panique » sur Internet en apprenant le rappel des produits. La nourriture de Sage n'y était pas. « Mais ça me fait réfléchir. Mon chien, c'est mon meilleur ami ! », lance la jeune femme.

Pour en savoir plus : [www.menufoods.com](http://www.menufoods.com)

## Le Relais pour la vie

Un grand relais amical qui dure toute une nuit pour amasser des fonds pour vaincre le cancer



**VOULEZ-VOUS PASSER LA NUIT AVEC NOUS ?**

51 Relais au Québec en mai et juin.

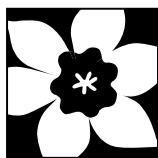
Pour connaître l'événement le plus près de chez vous et obtenir des renseignements pour :

- recruter ou commanditer une équipe de participants
- s'inscrire au Tour des survivants
- acheter des luminaires

[www.cancer.ca](http://www.cancer.ca)

1 888 939-3333

En collaboration avec :



Société canadienne du cancer Canadian Cancer Society

**PLUS D'EUROPE** à découvrir...



air vacances

Printemps-Été 2007 Vols directs

Athènes, Barcelone, Madrid Malaga, Nice, Rome

Aller-retour à partir de

**645\$**

3465433A Réservez dès maintenant pour profiter des meilleurs prix !

Visitez le [www.airtransat.com](http://www.airtransat.com), téléphonez au 1 877 655-3948 ou communiquez avec votre agent de voyages.



Départs de Montréal. Prix par personne en classe économique, valides à l'achat d'un vol aller-retour. Les prix sont ceux disponibles au moment de mettre sous presse. Les tarifs peuvent varier selon la date de départ ainsi que la destination sélectionnées. Les tarifs sont sujets à changement sans préavis et sont valides pour les nouvelles réservations individuelles seulement. Les sièges disponibles aux tarifs affichés sont en quantité limitée. Taxes, DPSTA, frais aéroportuaires, assurances et surcharge de carburant, si applicable, ne sont pas inclus.

**LA SUPERGRILLE** DU MOIS

**LA PRESSE**

**EN MARS** vingt-cinq gagnants mériteront le livre **Naître, vivre, grandir** et un t-shirt La Presse



Sainte-Justine 100 ans 1907-2007 à faire grandir la vie.



**À SURVEILLER CE DIMANCHE**



SUITE DE LA UNE

# Harper ne négociera qu'avec un parti fédéraliste

OTTAWA

suite de la page A1

Lors des dernières élections fédérales, M. Harper a promis de régler le déséquilibre fiscal et d'encadrer le pouvoir fédéral de dépenser dans les champs de compétence des provinces en déposant un projet de loi à cet effet. L'utilisation de ce pouvoir de dépenser a longtemps été une source de contentieux entre Ottawa et le Québec, qui demeure jaloux de ses champs de compétence.

Hier, M. Harper a affirmé qu'il est prêt à discuter de l'idée de transférer des points d'impôt aux provinces. Mais il a fait valoir que cela ne peut se faire que si les Québécois élisent un gouvernement fédéraliste. Idem pour limiter le pouvoir fédéral de dépenser.

« Nous sommes toujours prêts

à considérer des possibilités, mais à la fin, pour avoir de telles relations fiscales avec les provinces, il est nécessaire d'avoir un gouvernement fédéraliste à Québec, et un gouvernement qui respecte les champs de compétence des provinces, ici, à Ottawa », a affirmé M. Harper.

Le premier ministre a toutefois souligné que les points d'impôt n'ont pas la même valeur dans toutes les provinces et que le Québec, en raison de la taille de son économie, sortirait perdant d'un tel transfert.

Quelques minutes plus tard, en réponse à une autre question du Bloc québécois dans le dossier du déséquilibre fiscal, M. Harper a affirmé qu'il est « prêt à rencontrer le nouveau gouvernement – qui, je l'espère, sera fédéraliste – pour contrôler le pouvoir fédéral de dépenser ».

Le ministre des Transports, Lawrence Cannon, qui est aussi

le lieutenant politique de Stephen Harper au Québec, a fait écho aux propos du premier ministre à l'issue de la période des questions. Interrogé pour savoir si la promesse d'encadrer le pouvoir fédéral de dépenser est conditionnelle à l'élection d'un gouvernement fédéraliste à Québec, M. Cannon a déclaré: « C'est ce que j'ai compris. On verra le soir de l'élection ce qui en est, mais ça prend des fédéralistes pour réformer le fédéralisme canadien ».

Ces propos ont fait bondir de colère Gilles Duceppe. Le chef bloquiste a rappelé que l'ancien premier ministre René Lévesque et son homologue fédéral Pierre Trudeau ont réussi à négocier un transfert de points d'impôt dans les années 70. Les deux hommes étaient pourtant des ennemis jurés sur la question de l'avenir du Québec au sein de la fédération canadienne, a rappelé M. Duceppe.

« Ça a pas de sens. Je ne comprends pas de telles remarques de M. Harper. Il est chef de gouvernement, premier ministre. Et il devrait regarder le passé. (...) Je pense qu'aujourd'hui il a déraillé. Ce n'est pas responsable comme déclaration. Qu'il préfère avoir un fédéraliste comme premier ministre, je veux bien, c'est son droit. Mais qu'il veuille choisir le premier ministre, là il exagère », a dit M. Duceppe.

Les propos de M. Harper risquent de provoquer de nombreuses réactions alors qu'il ne reste que quelques jours à la campagne électorale. M. Harper sera d'ailleurs à Montréal ce matin afin de prononcer un discours à l'occasion du Salon international des technologies environnementales AMERICANA 2007 au Palais des congrès. M. Harper ne rencontrera toutefois pas les journalistes.

Faisant campagne dans la région de Laval, hier soir, le chef du Parti québécois, André Boisclair, a d'ailleurs condamné les propos de Stephen Harper, estimant qu'il s'agissait d'un « grave dérapage ».

« C'est les conservateurs de M. Harper, à Ottawa, qui disent aux Québécois comment il va falloir qu'ils votent? Ça, c'est du chantage de bas étage, a dit M. Boisclair. Les Québécois ne se laisseront pas imposer un choix par le premier ministre du Canada. Ce sont les Québécois et les Québécoises qui vont décider de leur avenir et ils vont le faire de façon démocratique le 26 mars prochain. »

Le chef péquiste a sommé Jean Charest et Mario Dumont de rappeler à l'ordre leur allié à Ottawa et de prendre la défense des intérêts du Québec. « Sont-ils capables de défendre les intérêts du Québec ou sont-ils seulement les haut-parleurs d'Ottawa à Québec? Cautionnent-ils pareil chantage des conservateurs? Ou, encore une fois, ces deux leaders politiques vont-ils se mettre à genoux et abandonner les intérêts du Québec et se faire les complices de Stephen Harper? »

Avec la collaboration de Malorie Beauchemin.

## Manifestation étudiante et amendes

MARIE ALLARD

Alors qu'une grande manifestation contre le dégel des droits de scolarité est prévue ce midi, les cégeps font planer la menace d'amendes en cas de grèves étudiantes. Une douzaine d'associations étudiantes ont malgré tout voté en faveur de levées de cours aujourd'hui. Ce qu'elles risquent? Des amendes de 100 \$ à 500 \$ par personne, si l'entrée des cégeps est entravée.

Malgré les votes de grève, les cours auront officiellement lieu partout. Les cégeps sont effectivement obligés de maintenir leurs services habituels, en vertu de la loi 43 (ou projet de loi 142), adoptée pour mettre fin aux négociations avec les employés du secteur public en décembre 2005.

« C'est scandaleux: le droit de grève des étudiants est remis en cause, a dit hier Étienne Hudon-Gagnon, président de la Fédération étudiante collégiale. On veut nous empêcher de manifester alors que la loi a été adoptée pour les employés. »

La Fédération des cégeps a envoyé un avis à ses membres leur précisant qu'eux-mêmes risquent des amendes de 25 000 \$ à 125 000 \$, s'ils ne prennent pas « les mesures nécessaires afin d'assurer le maintien des services habituels ». En cas de piquetage, elle leur suggère de faire appel à des agents de sécurité ou de prévenir les policiers.

**Manif au centre-ville**

Dès midi, les cégepiens auront quitté les campus pour se retrouver au parc Émilie-Gamelin. C'est là qu'a été fixé le départ d'une marche qui doit les mener jusqu'aux bureaux montréalais du premier ministre Jean Charest, avenue McGill College.

« À quelques jours du scrutin, notre objectif sera de souligner la faiblesse des plateformes en matière d'éducation et de rappeler que nous demandons des investissements publics et le gel des frais de scolarité », a dit Christian Béclair, président de la Fédération étudiante universitaire.

## CÉGEPS EN GRÈVE AUJOURD'HUI

- > Abitibi-Témiscamingue (campus Rouyn-Noranda)
- > Ahuntsic
- > De la Gaspésie et des Îles (campus Gaspé)
- > Gérald-Godin
- > Jonquière
- > Rimouski
- > Rosemont
- > Shawinigan
- > Saint-Félicien
- > Saint-Hyacinthe
- > Trois-Rivières

Source: Fédération étudiante collégiale

**OFFRE SPÉCIALE JEUDI ET VENDREDI**

**LE RETOUR DES BEAUX PROJETS SALON NATIONAL DE L'HABITATION JUSQU'À DIMANCHE À LA PLACE BONAVENTURE**

**LE PRINTEMPS, C'EST AUSSI LE RETOUR DU SALON NATIONAL DE L'HABITATION!**

Vos projets d'habitation ont dormi pendant l'hiver? Il vous reste seulement 4 jours pour rencontrer nos 500 experts. Découvrez les nouveaux produits et matériaux en rénovation, décoration et aménagement paysager. Laissez vous inspirer par nos 2 maisons de rêve, L'Intemporelle et la Maison de bois urbaine.

Détails sur [beauxprojets.com](http://beauxprojets.com)

**SALON NATIONAL DE L'HABITATION** Présenté par **RE/MAX**

**AMÉLIORER SON DOMICILE, C'EST PAYANT!**

photo: Monic Richard  
MANON LEBLANC, PORTE-PAROLE



LA PRESSE



DECORMAG



Le Salon national de l'habitation est un événement dmj média mondial, une production Expo Media

**SALON NATIONAL DE L'HABITATION** Présenté par **RE/MAX**

**16 AU 25 MARS 2007**  
PLACE BONAVENTURE

[WWW.BEAUXPROJETS.COM](http://WWW.BEAUXPROJETS.COM)

**HEURES D'OUVERTURE**

Lundi au vendredi	11h à 21h30
Samedi	9h à 21h30
Dimanche	10h à 18h00

**2 POUR 1\***

**OFFRE SPÉCIALE VALIDE JEUDI ET VENDREDI**

Une gracieuseté de **LA PRESSE**

Cette offre ne peut être jumelée à aucune autre offre. Aucune valeur marchande. Aucune reproduction mécanique acceptée. Un seul coupon par client. Échangeable à la billetterie de la Place Bonaventure le jeudi 22 et vendredi 23 mars 2007. La billetterie fermera 1h30 avant la clôture du salon.

\* sur le prix d'entrée régulier pour adulte. Valable le jeudi 22 et vendredi 23 mars 2007.

Reportage publicitaire

Sainte-Justine  
100 ans  
1907-2007

à faire grandir la vie.

Un cahier spécial à ne pas manquer samedi 24 mars 2007 dans

**LA PRESSE**

# Alcoolique à 11 ans et déclaré délinquant dangereux à 38 ans

CHRISTIANE DESJARDINS

« Aussitôt sorti, aussitôt rentré », a résumé le juge Jean Falardeau, hier, pour démontrer que Mario Fleurant n'a jamais passé beaucoup de temps hors des murs d'une prison depuis le début de sa vie adulte. Mais cette fois, l'homme de 38 ans pourrait bien ne jamais ressortir, puisqu'il a été déclaré « délinquant dangereux ».

Cette étiquette, qui constitue la plus grave punition du Code criminel canadien, envoie Fleurant en prison pour un temps indéterminé. Parce que ses dernières frasques, ajoutées à son hallucinant parcours, ont démontré qu'il représentait un risque ingérable en société.

En mai 2005, alors qu'il venait de sortir de prison, il s'est présenté chez une femme qu'il ne connaissait pas, dans le quartier d'Ahuntsic, pour livrer un message de la part d'un codétenu. La femme a laissé entrer Fleurant. Ils ont discuté quelques heures et

Dès l'âge de 5 ans, il buvait les fonds de bouteille de bière que les adultes laissaient quand ses parents organisaient des orgies à la maison.

consommé de la bière. À un certain moment, il a demandé une relation sexuelle, et la femme a refusé. Un peu plus tard, sans raison, il s'est emparé d'un couteau et l'a poignardé au ventre, au thorax et à la tête. Il lui a aussi donné un violent coup de pied au ventre, alors qu'elle gisait par terre ensanglantée, avant de lui voler son argent et de s'enfuir. La femme a survécu, mais elle restée avec des séquelles psychologiques et physiques. Notamment, on a dû lui enlever la rate, qui avait éclaté à cause du coup de pied. Fleurant a plaidé coupable à des accusations de voies de fait graves dans cette affaire. Il dit ne pas se rappeler l'incident et met comme d'habitude ses problèmes sur le compte de l'alcool.

Les psychiatres qui l'ont évalué tracent un sombre portrait de lui.

## Une enfance difficile

Ses problèmes ont commencé dans sa tendre enfance. Dès l'âge de 5 ans, il buvait les fonds de bouteille de bière que les adultes laissaient quand ses parents organisaient des orgies à la maison. En outre, pour le calmer quand il était agité, son père et sa mère lui donnaient de l'alcool. Si bien qu'à 11 ans, il était déjà alcoolique et absorbait même de la lotion après-rasage. Battu par son père, il a été placé en foyer d'accueil, a fait de la prostitution et s'est retrouvé en prison à 18 ans. Chaque fois qu'il obtenait un élargissement, il brisait ses conditions ou commettait des crimes, et se retrouvait de nouveau derrière les barreaux. Il a passé 17 ans en prison, dont plusieurs années pour des agressions sexuelles. À l'intérieur des murs, c'était un sujet peu commode et violent, qui s'impliquait dans les combines, notamment dans la fabrication d'alcool frelaté.

Il s'est déjà évadé et a fait une vingtaine de tentatives de suicide. Il admet lui-même être incapable de vivre en société, tant il est institutionnalisé. Mais il espérait tout de même échapper à l'étiquette de délinquant dangereux, disant que cela lui enlèverait tout espoir, alors que maintenant il veut changer. Malheureusement pour lui, ce désir de changement a trop tardé.

« Il rencontre tous les critères du délinquant dangereux », a tranché le juge Falardeau, hier.

# Hausse des incidents antisémites

## En cinq ans, on a assisté à un bond de 147 % à Montréal

ÉMILIE CÔTÉ

D'après le plus récent rapport de B'nai Brith Canada, le nombre d'incidents antisémites a bondi de 70 % au Québec de 2005 à 2006, et de 12,8 % au Canada. Pour l'organisation juive, il s'agit d'un record de cas signalés.

L'an dernier, 935 incidents antisémites ont été signalés à l'échelle nationale, contre 829 en 2005. Depuis cinq ans, le nombre a plus que doublé. Depuis 10 ans, il a plus que quadruplé.

Selon Steven Slimovitch, avocat-conseil de la Ligue des droits du B'nai Brith, la guerre au Liban a contribué à la hausse de l'an dernier. « On constate toujours un lien direct lorsque la situation se détériore au Moyen-Orient. »

« Les mois de juillet et d'août se sont clairement démarqués par une brusque augmentation des incidents antisémites par

rapport aux autres mois de l'année. Pendant ces deux mois, 263 incidents ont été signalés, soit 28 % des incidents totaux pour l'année », peut-on lire dans le rapport.

Mais le Québec est la province où la hausse du nombre de cas (70 %) est la plus signifi-

« On constate toujours un lien direct lorsque la situation se détériore au Moyen-Orient. »

cative (de 133 à 226 cas de 2005 à 2006). En Ontario, les incidents n'ont augmenté que de 4,6 %, passant de 544 à 569.

« Le Québec et l'Ontario sont les deux provinces où la communauté juive est la plus forte », explique M. Slimovitch.

### Accommodements raisonnables

Et pourquoi la hausse est-elle si importante au Québec ?

L'avocat-conseil formule deux hypothèses : la présence d'une forte communauté libanaise à Montréal et le débat entourant les accommodements raisonnables.

De 2005 à 2006, le nombre de cas signalés à Montréal a plus que doublé, passant de 127 à

215. Pour l'an dernier, B'nai Brith dénombre 142 cas de harcèlement, 63 cas de vandalisme et 10 événements violents. Parmi ces événements, l'attentat au cocktail Molotov contre l'école juive Toldos Yako Yosek, à Outremont.

En cinq ans, le nombre d'incidents antisémites a bondi de 147 % à Montréal, passant de 87 à 215. À Toronto, la hausse

est moins significative pour la même période (de 217 à 445).

Le rapport comprend des exemples de cas signalés à B'nai Brith en 2006. En juillet dernier, une famille juive de Montréal a découvert un porc décapité qui flottait dans sa piscine. Trois hommes ont lancé des pierres à des membres d'une congrégation en criant : « this is revenge for Lebanon. »

« Il faut réaliser qu'on vit dans une société où l'antisémitisme existe toujours. Avec 226 cas au Québec,

c'est presque quotidien, signale Steven Slimovitch. Surtout que selon des sociologues, seulement 10 % des incidents haineux sont signalés. »

En conclusion, le rapport souligne « que le Canada est loin d'être le seul pays à avoir fait l'expérience d'un tel volume d'incidents pouvant être liés directement aux événements au Moyen-Orient ».

### BOUTIQUES TELUS ET DÉTAILLANTS AUTORISÉS

#### MONTRÉAL

- Carrefour Angrignon
- Centre commercial Le Boulevard
- Centre Domaine
- Centre Eaton
- Centre Rockland
- Complexe Desjardins
- Fairview Pointe-Claire
- Galerias d'Anjou
- Galerias Lachine
- Les Jardins Dorval
- Mail Cavendish
- Place Alexis Nihon
- Place Versailles
- Place Vertu
- 5554, av. de Monkland
- 950, rue Sainte-Catherine Ouest
- 4202, rue Saint-Denis
- 6146, boul. Henri-Bourassa Est
- Action Télécom Inc.
- 1531, rue Notre-Dame Ouest
- Communications MOBILENET inc.
- 5165, ch. Queen-Mary, local GR-2
- Communications Métropolitaine
- 8780, boul. Saint-Laurent, local 1
- Instant Page
- 1682, av. Mont-Royal Est
- Globe Mobilité
- 6652, rue Saint-Hubert
- Dollard-des-Ormeaux**
- La Zone SCP
- 3349B, boul. des Sources
- LaSalle**
- Cellulaire Plus
- 7575, boul. Newman
- Saint-Laurent**
- PC Page Communications Inc.
- 3832, boul. Côte-Vertu

#### LAVAL ET RIVE-NORD

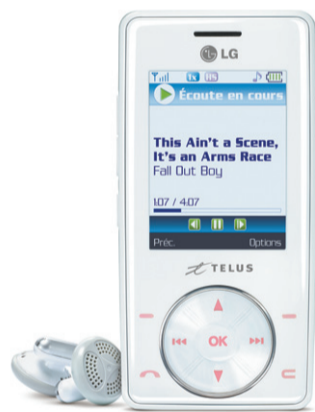
- Blainville**
- Digital Radio Communication Inc.
- 9, boul. de la Seigneurie, local 7
- Boisbriand**
- 2400, boul. du Faubourg
- (dans le Home Depot)
- Lachenaie**
- aut. 40/aut. 640
- Laval**
- Carrefour Laval
- Centre Laval
- Laval Est (aut. 19/aut. 440)
- Contact Com D.L. Communications
- 1521, autoroute 440 Ouest
- Digital Radio Communication inc.
- Méga-centre Notre-Dame
- 2304, autoroute 13 Sud
- Proxi Telecom Inc.
- 1662, boul. Saint-Martin Ouest
- Raytech Électronique
- 1451, boul. des Laurentides
- SRAD Communications Inc.
- 2995, boul. Dagenais, local D
- Mascouche**
- Méga-centre Mascouche
- 117, Montée Masson
- Repentigny**
- Galerias Rive Nord
- Technicom
- 346, rue Notre-Dame, local C
- Rosemère**
- Place Rosemère
- Contact Com. D.L. Communications
- 259, boul. Labelle, local 102
- Saint-Jérôme**
- Carrefour du Nord
- Terrebonne**
- Galerias de Terrebonne
- SRAD Communications Inc.
- 2292, ch. Gascon

#### RÉGIONS

- Saint-Hyacinthe**
- Cellulaire Plus
- Galerias Saint-Hyacinthe
- 3200, boul. Laframboise
- Sorel**
- Promenades de Sorel
- Victoriaville**
- La Grande Place des Bois-Francis
- RIVE-SUD**
- Mail Champlain
- Place Longueuil
- Promenades Saint-Bruno
- Beloeil**
- Cellulaire Plus
- 559, boul. Laurier
- Brossard**
- Quartier DIX30
- 9380, boul. Leduc
- Candiac**
- D2 Technologie Inc.
- 69, ch. Saint-François-Xavier
- Greenfield Park**
- Proxi Telecom Inc.
- 3814, boul. Taschereau

# À 0\$, le Chocolate<sup>MD</sup> est irrésistible.

Accompagné d'un forfait Parlez beaucoup, c'est exquis.



LG Chocolate  
**0\$**  
(avec une entente de service de 3 ans)



LG Chocolate  
**0\$**  
(avec une entente de service de 3 ans)



DOUBLEZ vos minutes et parlez sans compter.

Forfaits	Tarif mensuel	Doublez vos minutes	Minutes d'appel la nuit et le week-end	Appels entre abonnés TELUS
Parlez beaucoup 25	25\$*	100 minutes + 100 minutes EN PRIME	1 000†	Illimités**
Parlez beaucoup 30	30\$*	150 minutes + 150 minutes EN PRIME	Illimitées‡	Illimités**
Parlez beaucoup 40	40\$*	350 minutes + 350 minutes EN PRIME	Illimitées‡	Illimités**

...et plus.

**TELUS**  
le futur est simple<sup>MD</sup>

Pliez bagage et emportez votre numéro. Visitez lebonheur.ca ou composez le 1-866-264-2966.



Offre valable jusqu'au 31 mars 2007 avec nouvelles mises en service seulement au Québec et en Ontario. \*Prix net en vigueur à la signature d'une entente de service de 3 ans après rabais obtenu en magasin ou crédit porté au compte et affiché sur votre prochain relevé mensuel de TELUS. †Les taxes, les frais d'interurbain et d'itinérance, le temps d'antenne additionnel, les frais pour les services payables à l'usage, les frais mensuels d'accès au réseau et les frais mensuels pour le service d'appel d'urgence 911 évolué sont en sus. ‡L'offre d'appels la nuit et le week-end comprend les appels locaux en semaine du lundi au jeudi de 21 h à 7 h et le week-end du vendredi 21 h au lundi 7 h. \*\*Les appels illimités entre abonnés TELUS comprennent les appels locaux entre abonnés SCP, Payez & Parlez, Mike et Amp'd de TELUS. © 2007 TELUS.

## POLITIQUE

# Dion expulse un de ses députés

Le libéral Joe Comuzzi compte voter pour le budget du gouvernement conservateur

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA – Le budget du ministre des Finances, James Flaherty, provoque des dissensions au sein du Parti libéral. Le chef libéral Stéphane Dion a même été contraint d'expulser hier un de ses députés de l'Ontario, Joe Comuzzi, qui compte voter en faveur du budget du gouvernement conservateur minoritaire.

Le budget Flaherty, qui prévoit accorder 39 milliards de dollars en transferts fédéraux supplémentaires aux provinces au cours des sept prochaines années afin de corriger le déséquilibre fiscal, cause également des maux de tête aux députés libéraux du Québec.

D'autant plus que le budget, qui permettra au Québec d'empocher 2,3 milliards de dollars de plus en transferts fédéraux dès cette année et 3,6 milliards en 2008-2009 (une partie de cette hausse avait toutefois été annoncée par le gouvernement libéral de Paul

Martin), est bien accueilli par les libéraux de Jean Charest et l'ADQ de Mario Dumont.

Malgré tout, tous les députés fédéraux libéraux du Québec appuieront leur chef Stéphane Dion et voteront sans enthousiasme contre le budget. Au Québec, les 12 députés libéraux seront d'ailleurs les seuls à s'y opposer puisque les 50 députés du Bloc québécois et les 10 députés conservateurs ont l'intention de voter en faveur.

À l'issue de la réunion hebdomadaire de son caucus, hier, M. Dion a expliqué avoir montré la porte au député de Thunder Bay, Joe Comuzzi, avant même qu'il n'ait eu la chance de faire son geste, parce que cela est contraire à la politique du parti.

« J'ai parlé à M. Comuzzi. M. Comuzzi entend voter pour le budget, qui est un mauvais budget que notre caucus n'appuie pas. C'est une question de confiance parce que les votes sur le budget, les votes sur le discours du Trône

sont des questions de confiance. Il ne peut pas voter pour le budget et faire partie du caucus », a dit M. Dion.

M. Comuzzi avait annoncé, dans une entrevue au réseau CTV mardi soir, qu'il votera en faveur du budget parce qu'il prévoit des investissements dans un centre de recherche contre le cancer qui

aux prochaines élections.

M. Comuzzi, qui avait déjà démissionné de son poste de ministre dans le gouvernement Martin afin de voter contre le projet de loi reconnaissant les mariages gais au Canada, n'a pas participé à la réunion du caucus hier.

Les députés libéraux faisaient

**Joe Comuzzi votera en faveur du budget parce qu'il prévoit des investissements dans un centre de recherche contre le cancer qui serait situé dans sa circonscription, créant ainsi 300 emplois.**

serait situé dans sa circonscription, créant ainsi 300 emplois dans une région où l'économie bat de l'aile. « Voter contre ce budget provoquerait la colère de tous les citoyens de la région de Thunder Bay », a dit le député de 73 ans, qui n'a pas l'intention de brigner les suffrages

de leur mieux hier pour expliquer leur décision de voter contre le budget la semaine prochaine. « Ce n'est pas parce que je vote contre ce budget que je suis contre les intérêts du Québec. Un budget, c'est beaucoup plus large, c'est beaucoup plus profond que cela.

Donc, nous, le caucus du Québec est totalement solidaire et nous allons voter comme notre chef », a affirmé le député libéral de Bourassa, Denis Coderre.

Aucun des députés libéraux n'a voulu commenter les propos tenus la veille par la députée libérale Lucienne Robillard, qui a déclaré sur les ondes de la radio de Radio-Canada : « Je pense que c'est un budget qui doit rendre les fédéralistes du Québec heureux et moins heureux, je dirais, les souverainistes. C'est très clair pour moi, si ce n'est que par le gain qui a été fait au niveau de la péréquation. »

Hier, M<sup>me</sup> Robillard a tenu à préciser sa pensée. Elle a indiqué que le budget accorde une hausse appréciable des paiements de transfert au Québec, mais il comporte aussi des lacunes importantes au chapitre du développement régional et de la réduction du fardeau fiscal des contribuables.

## La Focus GFX sort en ville.



### FOCUS ZX3 SE AVEC GROUPE DÉCOR GFX

TRÈS BIEN ÉQUIPÉE À PARTIR DE







**234 \$** /mois\*

0 % de financement à l'achat  
Terme de 72 mois  
Frais de transport en sus

#### INCLUANT :

- Climatisation
- Radio AM/FM stéréo avec lecteur CD/MP3
- Garantie du groupe motopropulseur et assistance routière de 5 ans ou 100 000 km

#### ET GROUPE DÉCOR GFX :

-  Bouclier arrière avec diffuseur
-  Embout d'échappement brillant
-  Bouclier avant spécifique de teinte harmonisée et antibrouillards
-  Feux de position latéraux et jantes de 15 po à rayons multiples
-  Grille de calandre noire et déflecteur d'air inférieur
-  Becquet arrière



GARDEZ LE  FOCUS



Sur route : 5,9 L/100 km\*\*  
En ville : 8,7 L/100 km\*\*

### Jetez un coup d'œil à nos autres offres.

#### FORD FOCUS ZX4 S

PDS :  
**12 999 \$\***  
Frais de transport en sus



#### FORD FUSION SE

**299 \$** /mois\*  
Location de 48 mois  
Dépôt de sécurité de 0 \$  
Frais de transport et de préparation inclus



**SEULEMENT 925 \$**  
DE MISE DE FONDS



Bien pensé

**Cascades lance  
un nouveau  
produit  
révolutionnaire  
qui ne changera  
absolument  
rien à votre vie.**

## POLITIQUE

# Dion demande la démission du ministre de la Défense

GILLES TOUPIN

OTTAWA — Le chef de l'opposition officielle, Stéphane Dion, a demandé au premier ministre Stephen Harper, hier aux Communes, la démission du ministre de la Défense, Gordon O'Connor.

M. Dion reproche à M. O'Connor, ancien militaire de carrière, son manque de transparence à propos du sort réservé aux insurgés talibans faits prisonniers par les soldats canadiens en Afghanistan.

Les libéraux emboîtaient ainsi le pas aux bloquistes et aux néo-démocrates qui, dès lundi, demandaient la démission du ministre O'Connor pour avoir « menti » pendant des mois sur le rôle joué par la Croix-Rouge dans le transfert des prisonniers. « Il a rompu la confiance que nous avions en sa parole », a déclaré hier le porte-parole du Bloc en matière de défense, Claude Bachand.

Mais l'affaire a pris des proportions inattendues au cours de la période des questions lorsque M. Harper a répondu à la demande de M. Dion en l'accusant de soutenir davantage les insurgés talibans que les soldats canadiens.

« Je peux comprendre la passion que le chef de l'opposition et les membres de son parti entretiennent pour les prisonniers talibans, a lancé M. Harper. Je souhaite seulement qu'à l'occasion ils démontrent la même passion pour les soldats canadiens. »

Le chef libéral a qualifié ces propos du premier ministre d'« outrageants ». « Le premier ministre aujourd'hui en cette Chambre a terni la réputation du Canada en banalisant la question de la protection des détenus militaires, des détenus de guerre, a déclaré M. Dion aux journalistes. De plus, le premier ministre continue de



PHOTO TOM HANSON, PC

Le chef libéral Stéphane Dion, soutenu par ses députés, y est allé de plusieurs échanges avec le premier ministre Stephen Harper sur la question de la mission canadienne en Afghanistan, hier à la Chambre des communes.

diviser la nation sur la question de la mission en Afghanistan qui est une mission dangereuse. On a tous notre opinion sur cette

nor, affirmait que les prisonniers talibans des soldats canadiens bénéficiaient de la supervision de la Croix-Rouge. Il a même déclaré

Rouge a récemment contredit ces propos du ministre, forçant celui-ci à s'excuser en Chambre en affirmant qu'il avait été mal informé.

## Les libéraux emboîtent le pas aux bloquistes et aux néo-démocrates qui, dès lundi, ont demandé la démission du ministre O'Connor pour avoir « menti » sur le rôle joué par la Croix-Rouge dans le transfert des prisonniers.

mission mais on appuie tous les troupes. Prétendre le contraire est indigne d'un premier ministre. »

Depuis des mois le ministre de la Défense, Gordon O'Con-

nor, affirmait que les prisonniers talibans des soldats canadiens bénéficiaient de la supervision de la Croix-Rouge. Il a même déclaré

Or, le porte-parole libéral en matière de défense, Denis Coderre, tout comme son chef, estime que les explications du ministre sont cousues de fil blanc.

« M. O'Connor a reçu des briefings très précis, a révélé M. Coderre hier. Il avait l'occasion de les lire et de les comprendre et il ne l'a pas fait. Donc, soit qu'il y a un manque de bonne foi ou soit que c'est de la négligence, de la paresse et de l'incompétence. Dans tous ces cas, la responsabilité du ministre de la Défense est trop élevée pour que le premier ministre puisse le garder en poste. »

Les libéraux ont ainsi rendu publics deux documents d'informations destinés au ministre O'Connor et datés des 13 et 23 octobre 2006. Les deux documents informent clairement le ministre du rôle de la Croix-Rouge dans le transfert des prisonniers, notamment que celui-ci consiste, sans plus, à rendre visite aux détenus à tout moment pendant leur emprisonnement. Nulle part, précisent les libéraux, le document ne fait état d'une quelconque obligation de la Croix-Rouge d'informer le Canada si les prisonniers sont maltraités, ce qu'avait pourtant soutenu le ministre de la Défense.

Gordon O'Connor a rappelé hier que le Canada avait conclu une entente récente avec la Commission indépendante afghane des droits de la personne pour qu'elle assume la surveillance des prisonniers transférés et qu'elle informe le Canada si des prisonniers sont maltraités. Mais la critique du Bloc en matière d'affaires étrangères, la députée Francine Lalonde, a soutenu que cette entente était insuffisante pour permettre au Canada de répondre à ses obligations internationales en matière de protection de la vie humaine. M<sup>me</sup> Lalonde a demandé en vain au ministre des Affaires étrangères, Peter MacKay, de signer plutôt une entente avec le gouvernement afghan, comme l'ont fait la Grande-Bretagne et les Pays-Bas, qui permettrait au gouvernement de s'assurer lui-même du sort des prisonniers.

Quant aux néo-démocrates, leur chef Jack Layton a estimé hier que le ministre O'Connor avait totalement failli à ses responsabilités. Les soldats canadiens ont perdu la trace de quatre de ces détenus, a rappelé M. Layton, et le ministre O'Connor est incapable de nous dire quoi que ce soit sur eux. « Il n'a pas fait ce qu'il doit faire en tant que ministre », a conclu M. Layton.

Pour coller, elle offre la traction intégrale. Pour décoller, 306 chevaux.



INFINITI.

## Voici la toute nouvelle G d'Infiniti.

Sa horde de chevaux vous rive à votre siège. Sa traction intégrale ATTESA E-TS<sup>MC</sup> vous donne 4 roues pour traverser l'hiver. La G d'Infiniti est celle qui redéfinit la notion de sécurité avec tout le contrôle qu'elle offre sa traction intégrale. Alors que la fougue de sa poussée d'accélération, issue des plus récentes technologies, vous procure une progression de puissance quasi-infinie. L'ingénierie devient chimie. À partir de 39 990 \$. Tel qu'illustré avec traction intégrale, 43 390 \$. [infiniti.ca](http://infiniti.ca).

# Par contre, notre nouveau produit pourrait bien changer la vie de vos enfants.



BIOXO<sup>MC</sup> est une innovation technologique importante pour l'emballage de produits alimentaires qui réduira considérablement l'espace occupé par les déchets de mousse de polystyrène dans les sites d'enfouissement. Alors que la mousse de polystyrène traditionnelle reste intacte durant plus de 300 ans, le BIOXO se dégradera en moins de trois ans.

Une alternative de remplacement des produits d'emballage économiquement viable et respectueuse de l'environnement.

**BIOXO**<sup>TM</sup>  
MOUSSE • OXO-DEGRADABLE • FOAM

La mousse de polystyrène de l'avenir.

  
**Cascades**

[www.cascades.com](http://www.cascades.com)

## LE TOUR DU GLOBE

## PROCHE-ORIENT

## Rice en tournée

La secrétaire d'État américaine, Condoleezza Rice, repart ce week-end au Proche-Orient dans l'espoir qu'un récent regain d'intérêt pour une initiative de paix arabe vieille de cinq ans permette de relancer ses propres efforts de paix, menacés de blocage. La chef de la diplomatie américaine, qui quitte Washington demain soir, a prévu d'effectuer une « navette diplomatique » entre dirigeants arabes et israéliens, ce à quoi elle s'était jusque-là refusée. Entre-temps, le Quartette pour le Proche-Orient a exigé hier un engagement « clair et crédible » du nouveau gouvernement palestinien d'union envers la paix avec Israël, pour lever son embargo. AFP

## PALESTINE

## Kidnapping à Gaza

Des inconnus armés ont enlevé hier soir dans la ville de Gaza un professeur d'université qui est également un responsable du Hamas, ont annoncé des responsables des services de sécurité palestiniens. Adham al Soufi, professeur à l'université islamique de Gaza, a été enlevé alors qu'il sortait d'une mosquée escorté par des hommes armés et masqués qui l'ont contraint à monter dans leur voiture avant de s'enfuir, ont ajouté ces responsables sans autres détails. C'est le premier enlèvement d'un responsable du Hamas depuis l'entrée en fonctions samedi du gouvernement d'union réunissant le principal mouvement islamiste palestinien et le Fatah du président Mahmoud Abbas. AFP

## SOMALIE

## Intenses combats



PHOTO AGENCE FRANCE-PRESSE

Des soldats éthiopiens roulent vers la place Présidentielle à Mogadiscio.

Au moins 14 personnes, dont six soldats, ont été tuées hier dans d'intenses combats dans le sud de Mogadiscio entre des assaillants non identifiés et les forces somaliennes et éthiopiennes. Selon un journaliste de l'AFP, au moins deux cadavres de soldats en uniforme, impossibles à identifier, ont été brûlés en public. « Vous (les soldats somaliens) et les Éthiopiens vous allez mourir », criait la foule rassemblée autour des corps calcinés. Peu avant le début des combats, les forces de sécurité somaliennes avaient lancé une opération militaire pour « exterminer » les milices dans la ville, selon l'ambassadeur somalien au Kenya, Mohamed Ali Nur. AFP

## BELGIQUE

## Noces antiracistes



PHOTO AGENCE FRANCE-PRESSE

La foule de « mariés » en liesse sur la Grand Place de Saint-Nicolas.

Ils étaient 700 couples, homo ou hétérosexuels, 100 % blancs ou métissés, sur la Grand Place de Saint-Nicolas, en Belgique. Pour dire « non au racisme », ils se sont prêtés serment hier sous l'égide du premier échevin noir de Flandre, Wouter Van Bellingen. L'adjoint du bourgmestre est apparu sur le podium dressé sur la place, en soirée, vêtu d'un veston clair sur une chemise rose. « Moi, Wouter Van Bellingen, échevin de l'état civil, je vous déclare unis par les liens du mariage », a-t-il lancé en néerlandais, invitant ensuite les couples désormais « mariés » à s'embrasser et à faire la fête. AFP

## CHIFFRE DU JOUR

## 100 000

Le nombre – approximatif – de toxicomanes morts en 2006 en Russie, selon Victor Khvorostian, responsable de la direction moscovite du service fédéral russe de lutte antidrogue. Rien qu'à Moscou, le service fédéral russe de lutte antidrogue recense actuellement 30 000 toxicomanes, dont une majorité de jeunes, d'écoliers et d'étudiants, a dit M. Khvorostian, au cours d'un forum sur la toxicomanie, cité par l'agence Itar-Tass. Près de 150 000 enfants et adolescents toxicomanes étaient officiellement enregistrés en Russie en 2005, mais leur nombre réel serait entre quatre et cinq fois plus élevé, selon le ministère russe de l'Éducation et de la Science. AFP

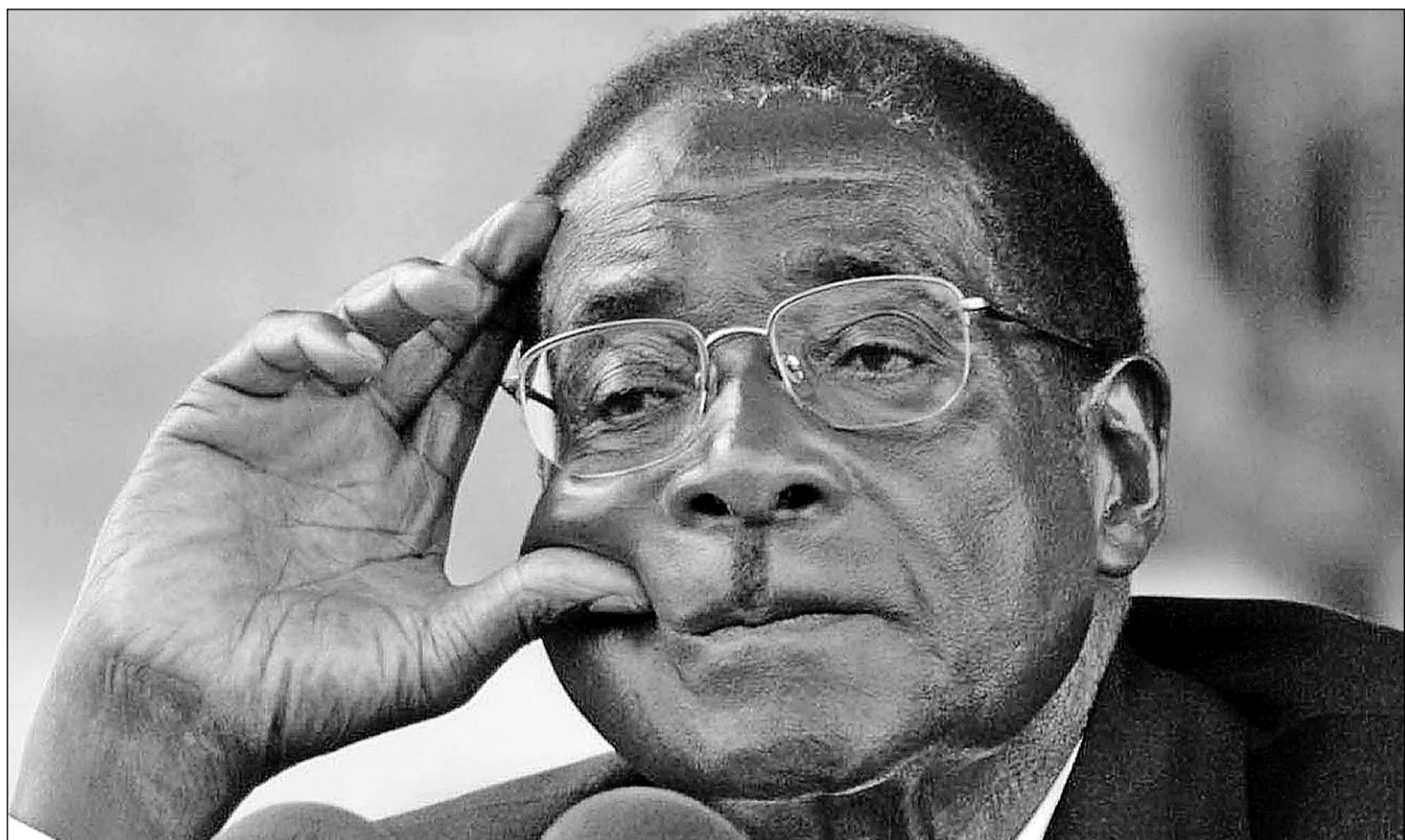


PHOTO D'ARCHIVES AP

Le président zimbabwéen Robert Mugabe, 83 ans, s'accroche au pouvoir dans la tourmente politique qui secoue son propre parti.

## ZIMBABWE

## Robert Mugabe sur le point de basculer?

JOONEED KHAN

Ayant claqué la porte la veille lors d'une réunion avec le ministre des Affaires étrangères à Harare, l'ambassadeur des États-Unis, Christopher Dell, a affirmé hier que le président Robert Mugabe, 83 ans, était très contesté au Zimbabwe et sur le point de basculer.

Ses propos ont trouvé un écho à Washington, Londres et Canberra, et en Zambie voisine dont le président, Levy Mwanawasa, a décrit le Zimbabwe comme « un *Titanic* qui coule », englué dans « le chaos politique et la désintégration économique ».

Mais son prédécesseur à la tête de la Zambie, Kenneth Kaunda, vieil allié de Mugabe, a appelé les dirigeants africains à créer un comité de médiation.

Les États-Unis ont appelé l'Afrique du Sud à se joindre aux efforts pour mettre fin à la répression au Zimbabwe. Tony Blair a souhaité que l'Union européenne (UE) étende les sanctions contre Harare, et dénoncé la situation « effroyable et tragique » de cette ancienne colonie britannique d'Afrique australe.

## Menace d'expulsion

Le ministre Simbarashe Mumbengegwi avait convoqué les diplomates pour les menacer d'expulsion s'ils « s'ingèrent dans les affaires intérieures » et « appuient l'opposition ».

Morgan Tsvangirai, chef du Mouvement pour le changement démocratique (MDC) et des partisans ont été tabassés il y a 10 jours, et l'une des victimes a succombé à ses blessures.

« Si Mugabe pense qu'il peut expulser les ambassadeurs, il ne fera qu'isoler son régime », a déclaré le ministre australien Alexander Downer.

L'Union africaine (UA), sans défendre Mugabe, au pouvoir depuis 1980 au terme d'une guerre de libération contre le régime minoritaire blanc de Ian Smith, a accusé l'UE de « deux poids, deux mesures ».

« Il y a d'autres chefs d'État qui sont aussi inféquentables que Mugabe mais qui ont des soutiens qui font qu'on ne leur

## République du Zimbabwe

Capitale : Harare

Population :

12 236 805

Langues officielles :

anglais, sindebele et shona

Système politique :

démocratie parlementaire



dit pas un mot », a dit Mahamat Annadif, ambassadeur de l'UA à Bruxelles, en conférence de presse.

« La solution n'est pas de prendre des sanctions », a-t-il dit, mais de « prôner le dialogue » en vue du prochain sommet UE-Afrique.

## Inflation record

À 1700 %, le Zimbabwe connaît la plus forte inflation au monde, et la devise s'échange à 1800 pour 1 \$ US. Le gouvernement a déclaré hier une année de sécheresse pour 2007, mais insisté qu'il peut nourrir les 13 millions de Zimbabwéens.

C'est la sixième année consécutive de sécheresse pour ce pays qui a engagé une vaste réforme agraire pour rectifier les inégalités héritées des Britanniques : à l'indépendance en 1980, les Blancs, moins de 1 % de la population, contrôlaient

80 % des terres. La sécheresse pousse les paysans vers l'Afrique du Sud, et le Programme alimentaire mondial (PAM) estime que 10 % de la population aura besoin d'aide alimentaire jusqu'à l'été prochain.

Des analystes africains estiment que Mugabe, héros de la guerre de libération et membre de l'ethnie majoritaire Shona (85 %), n'est pas prêt à lâcher du lest.

« Ce n'est pas le début de la fin pour Mugabe », a estimé Moeletsi Mbeki de l'Institut sud-africain des affaires internationales. John Makumbe, de l'Université du Zimbabwe, pense que les critiques placent Mugabe dans une position difficile, mais ont peu de chance de le contraindre à céder.

Avec AFP, AP, Reuters, CNN, BBC, [allafrica.com](http://allafrica.com), [smh.com](http://smh.com)

## Chirac appuie Sarkozy du bout des lèvres

LOUIS-BERNARD ROBITAILLE  
COLLABORATION SPÉCIALE

PARIS — Difficile d'être moins enthousiaste dans son ralliement.

Jacques Chirac a pris publiquement position dans l'élection présidentielle dès le lendemain de la publication des 12 candidatures validées par le Conseil constitutionnel. Mais c'est un appui du bout des lèvres qu'il a accordé à Nicolas Sarkozy.

Dans une brève allocution préenregistrée, le président sortant a d'abord annoncé qu'il venait d'accepter la démission de Sarkozy en tant que ministre de l'Intérieur, qui prendra effet lundi prochain. De toutes parts, les critiques s'élevaient contre le maintien de Nicolas Sarkozy au ministère de l'Intérieur, puisque ce dernier est en charge de l'organisation des élections et de la proclamation des résultats.

De toute évidence, le numéro deux du gouvernement – et encore aujourd'hui favori à la présidentielle – s'est fait prier pour quitter son poste ministériel, qu'il abandonne à moins de quatre semaines du premier tour. Nicolas Sarkozy, qui entretient des rapports pour le moins difficiles avec Jacques Chirac et son entourage depuis son appui à Édouard Balladur en 1995, avait précisé en 2005 qu'il ne revenait à l'Intérieur que pour prévenir les « coups bas » qu'on mijotait contre lui. Pour le remplacer aujourd'hui, Chirac et son premier ministre Villepin ont choisi François Baroin, fidèle entre les fidèles du président sortant.

En saisissant le prétexte de cette démission tardive pour faire part de son ralliement, le président Chirac a d'avance banalisé sa prise de position.

Et la formulation choisie pouvait difficilement être plus mesurée :

« Il y a cinq ans, a dit Jacques Chirac, j'ai voulu la création de l'UMP. Cette formation politique a choisi de soutenir la candidature de Nicolas Sarkozy en raison de ses qualités. C'est donc tout naturellement que je lui apporterai mon vote et mon soutien. » Point. Pas un mot de plus sur les « qualités » supposées du candidat ou son bilan gouvernemental.

Réactions contrastées au sein de la classe politique. Chez les « sarkozystes », on fait mine de se réjouir de cet soutien « clair » de Chirac. Et d'ailleurs, pour un candidat qui se veut celui de la « rupture » par rapport aux années passées, il était sans doute préférable que l'appui accordé par le président sortant soit réel – pour rassurer le gros de l'électorat UMP – mais pas trop voyant.

Cela dit, les observateurs politiques continuent en permanence à guetter les ralliements « spontanés » au centriste François Bayrou d'anciens intimes ou proches du chef de l'État : des artistes comme Patrick Sébastien ou Vincent Lindon, un ancien conseiller de presse, etc.

# « 15 jours qui m'ont marqué comme 15 ans »

## Le journaliste italien Daniele Mastrogiacommo raconte sa captivité aux mains des talibans

MATHIEU PERREAULT

« Les gars lavent consciencieusement les taches de sang qui maculent leurs vêtements. Meticuleux, presque maniaques, ils enlèvent le sang de leur victime sans dire un mot. C'est un rite qui glace le sang, d'autant plus qu'il est interrompu de temps à autre par des éclats de rire. »

Le journaliste italien Daniele Mastrogiacommo, du quotidien romain *La Repubblica*, a été prisonnier des talibans pendant deux semaines. Capturé alors qu'il se rendait à un rendez-vous avec un commandant taliban, il a vécu dans l'angoisse pendant deux semaines. Plusieurs fois, il a pensé qu'il allait être tué. Son

« Durant les pauses, ces jeunes hommes de 24-25 ans me demandent ce que j'écrirai à propos d'eux, ce que je pense de leur jihad. »

chauffeur a été décapité sous ses yeux.

Ses geôliers, de jeunes adultes au début de la vingtaine, lui conseillaient sans cesse de se convertir à l'islam pour pouvoir aller au paradis. Tour à tour attentionnés et pleins de rage, ils l'ont entraîné dans leurs pérégrinations et leurs batailles, pour ne pas le perdre de vue. Entre deux escarmouches avec des patrouilles du gouvernement afghan ou de l'OTAN, ils riaient, jouaient au soccer et ne manquaient aucune des cinq prières quotidiennes.

M. Mastrogiacommo a finalement été libéré lundi, en échange de cinq prisonniers talibans. « Ce n'est pas un enlèvement,

mais une torture, a-t-il écrit mardi et hier dans le quotidien romain. Torture psychologique et physique, mentale, religieuse, politique, existentielle. Quinze jours qui m'ont marqué comme 15 ans. Dedans et dehors. Au plus profond de mon être, dans mon subconscient. »

### La mort du chauffeur

Le récit du meurtre de son chauffeur a fait le tour du monde. « Je vois quatre talibans prendre le chauffeur, lui mettre la figure dans le sable, puis lui couper la gorge. Ils continuent, ils lui coupent toute la tête. Il n'a pas émis un seul son. Ils nettoient le couteau sur sa tunique, attachent sa tête sur son corps, le transportent sur la rive de la rivière, et le laissent partir avec le courant. Mes jambes tremblent. Je sens qu'on me prend par le bras. Je me vois moi aussi avec la gorge coupée, le sang qui gicle de toutes les artères sur le sable, mon corps confié au cours de la rivière. »

Le journaliste italien a été poussé à bout. Il raconte comment les talibans riaient en entendant ses « please, please » répétitifs. Après lui avoir permis de conserver son jonc de mariage, ils le lui ont enlevé après une semaine. Il a dû donner le nom de sa fille et des chiens de son père pour que ses geôliers puissent prouver qu'il était encore en vie. À un certain point, il a cessé de parler à son interprète parce que ce dernier était trop pessimiste. « Je m'isole, je l'abandonne, il ne peut plus m'être utile en ce moment, alors qu'il l'a été tant d'autres fois. »

Dès son arrestation, il a été roué de coups. « Ils pointent leurs armes vers moi. Ils me lient les mains et me mettent un bandeau sur les yeux. Je

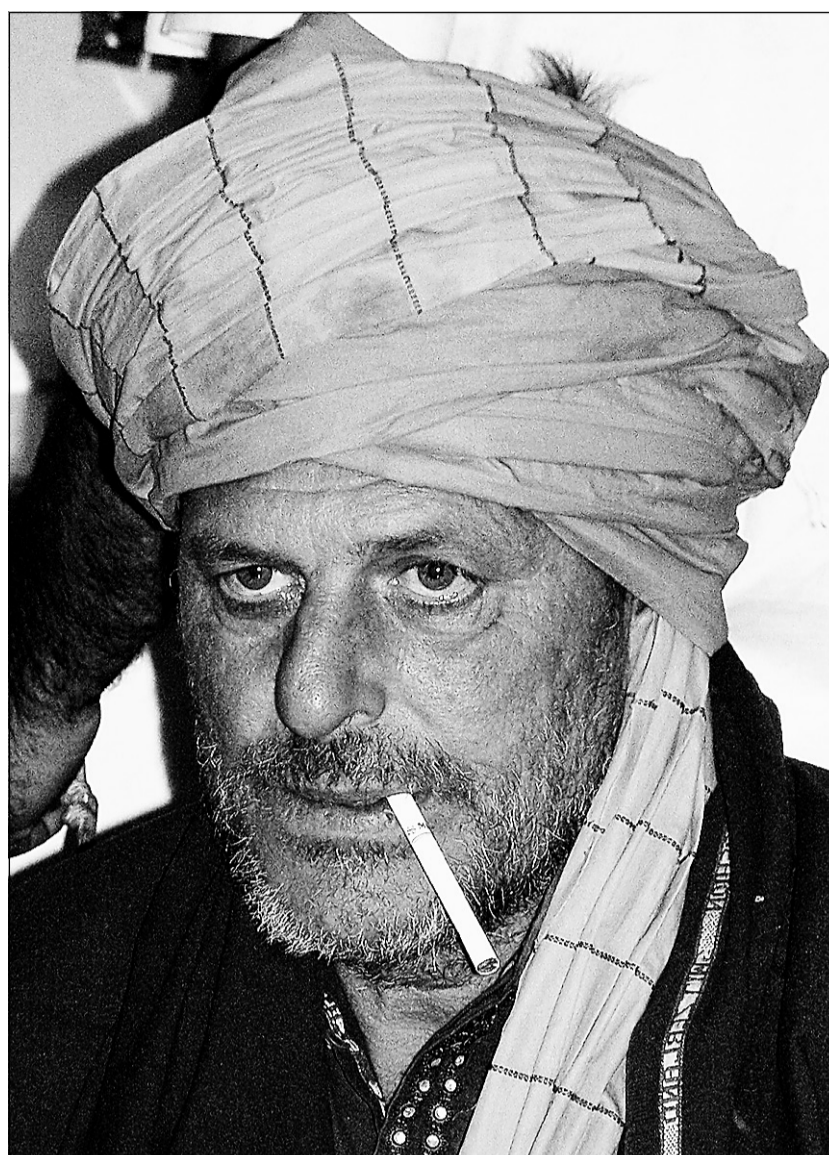


PHOTO D'ARCHIVES REUTERS

Le journaliste italien du quotidien *La Repubblica*, Daniele Mastrogiacommo, a été libéré lundi en échange de cinq talibans après deux semaines de captivité en Afghanistan.

découvre souffrir terriblement de claustrophobie. Je dois voir la lumière. Je ne parviens plus à respirer. Je réussis à me libérer, j'enlève le bandeau. Je reçois un coup de crosse de kalachnikov dans le dos. Je tombe à terre. Je me mets à genoux, je lève les

mains, je me rends. Je reçois un deuxième coup de kalachnikov sur la tête. Mon bandeau est plein de sang. » Un peu plus tard, durant un interrogatoire, il a été fouetté au rythme des « Allah est le plus grand » de ses geôliers. Puis, leur chef a

passé son doigt sur son cou, pour lui faire comprendre qu'il allait être égorgé.

Le contraste entre la violence et la naïveté de ses geôliers le renverse. « Les jours passent. J'assiste à des batailles improvisées, aux guets-apens que le groupe doit continuer à faire. Plus d'une fois durant les fusillades je suis traîné, les mains encore enchaînées, par un taliban qui tire comme un fou avec sa kalachnikov. Durant les pauses, ces jeunes hommes de 24-25 ans me demandent ce que j'écrirai à propos d'eux, ce que je pense de leur jihad. Ils me disent que même si je meurs, je les reverrai au paradis. Ils insistent sur le paradis, et me disent l'un après l'autre que mon seul choix est de devenir musulman, parce que c'est la seule manière de sauver mon âme. »

### CONTROVERSE SUR L'ÉCHANGE DE PRISONNIERS

L'échange de prisonniers talibans qui a permis la libération du journaliste Daniele Mastrogiacommo sème la controverse. Des diplomates américains ont affirmé à divers médias italiens que le département d'État est « inquiet » du précédent, qui pourrait inciter les talibans à enlever d'autres Occidentaux pour obtenir la libération de talibans capturés par les forces de l'OTAN.

L'échange talibans-Mastrogiacommo ne fait pas l'unanimité en Italie non plus : 51 % des Italiens l'appuient, et 41 % pensent qu'il n'aurait pas dû avoir lieu, selon un sondage du quotidien *La Repubblica*. Chez les partisans de l'opposition italienne de centre droit, c'est même une majorité (51 % contre 42 %) qui condamne l'échange.

### UNE OFFRE À LA FOIS ROBUSTE ET POLYVALENTE.

AFIN DE VOUS AIDER À PRENDRE LE VOLANT DU VÉHICULE IDÉAL, NOUS VOUS FAISONS UNE OFFRE SPÉCIALE SUR LE ROBUSTE XC90 REDESSINÉ ET LA POLYVALENTE XC70. DÉCOUVREZ LA CONFIANCE QUE VOUS PROCURERONT LA TRACTION INTÉGRALE CONTRÔLÉE ÉLECTRONIQUEMENT AVEC INSTANT TRACTION AINSI QUE LES SYSTÈMES ANTIDÉRAPAGE (DSTC) ET ANTI COUP DE FOUET CERVICAL (WHIPS). FAITES CONNAISSANCE AVEC LE VÉHICULE DE VOS RÊVES CHEZ LE CONCESSIONNAIRE VOLVO LE PLUS PROCHE DÈS AUJOURD'HUI. LA TRACTION INTÉGRALE VOLVO. LA CONFIANCE EST CONTAGIEUSE.



XC90



### XC90 AWD REDESSINÉ 3,25 % 699 \$\*

TAUX DE CRÉDIT-BAIL PAR MOIS  
39 MOIS ACOMPTE DE 2 950 \$

- Nouveau moteur en ligne 3,2 litres de 235 ch
- Nouvelle boîte de vitesse à 6 rapports pour une meilleure économie d'essence
- Phares bi-xénon actifs (ABL)
- Roues en alliage de 18 po
- Incrustations en noyer

ACOMPTE DE 4 950 \$ = 645 \$/MOIS  
ACOMPTE DE 2 950 \$ = 699 \$/MOIS  
ACOMPTE DE 0 \$ = 779 \$/MOIS

POLYVALENTE

### XC70 AWD 2,60 % 599 \$\*

TAUX DE CRÉDIT-BAIL PAR MOIS  
39 MOIS ACOMPTE DE 2 950 \$

- Moteur turbo 2,5 litres 5 cylindres de 208 ch
- Système de protection contre l'impact latéral (SIPS)
- Sacs gonflables à plusieurs seuils de déclenchement
- Rideau gonflable

ACOMPTE DE 4 950 \$ = 545 \$/MOIS  
ACOMPTE DE 2 950 \$ = 599 \$/MOIS  
ACOMPTE DE 0 \$ = 677 \$/MOIS

XC70



**VOLVO POINTE-CLAIRE**  
15, Auto Plaza, Pointe-Claire  
(514) 630-3666 www.volvo-pointeclair.com

**UPTOWN VOLVO**  
4900, rue Paré, Montréal  
(514) 737-6666 www.uptown-volvo.com

**VOLVO LAVAL**  
2350, boul. Chomedey Laval  
(450) 682-3336 www.volvodelaval.com

**FRANKE VOLVO**  
180, rue Principale Sainte-Agathe  
(819) 326-4775 www.frankevolvo.com

**VOLVO DE BROSSARD**  
9405, boul. Taschereau Brossard  
(450) 659-6688 www.volvobrossard.net

**JOHN SCOTTI AUTO LTÉE**  
4315, boul. Métropolitain Est Saint-Léonard  
(514) 725-9394 www.johnscottivolvo.com

**VOLVO ST. HYACINTHE**  
855, rue Johnson, Saint-Hyacinthe  
(450) 771-2305 www.volvosthyacinthe.com



Volvo. pour la vie

\* Offre d'une durée limitée consentie aux clients admissibles seulement sur approbation du crédit par les concessionnaires Volvo et les Services financiers de la Compagnie des automobiles Volvo du Canada. Les véhicules peuvent différer de ceux illustrés. Cette offre s'applique à un XC90 A SR/une XC70 A SR 2007 (le prix inclut les frais de transport et de préparation de 1 295 \$), 698,90 \$ (645 \$/779 \$)/598,09 \$ (545 \$/677 \$) par mois; terme de 39/39 mois. Un acompte de 2 950 \$ (4 940 \$/0 \$)/2 950 \$ (4 950 \$/0 \$), la première mensualité incluant les taxes, l'inscription au RDPRM de 42,88 \$ et le dépôt de garantie de 900 \$/700 \$ sont dus à la signature du bail. Taxes, immatriculation, assurance, droits sur les pneus neufs et frais d'administration en sus. Allocation de 60 000 km (0,16 \$ par km excédentaire). Taux d'intérêt annuel de 3,25 %/2,60 %. Total des mensualités : 27 257,10 \$ (25 155 \$/30 381 \$)/23 325,51 \$ (21 255 \$/26 403 \$). La mensualité et le dépôt de garantie peuvent varier selon le choix d'équipements additionnels. Valeur de rachat à la fin du bail : 30 543,90 \$/26 470 \$ plus taxes. Le concessionnaire peut louer à un prix inférieur. Cette offre prend fin le 31 mars 2007. Certaines conditions s'appliquent. Cette offre ne peut être combinée à aucune autre. Communiquer avec un concessionnaire Volvo pour plus de détails. ©2007 La Compagnie des Automobiles Volvo du Canada. \* Volvo pour la vie est une marque déposée utilisée sous licence par La Compagnie des Automobiles Volvo du Canada. Pensez à toujours boucler votre ceinture de sécurité. Visitez le site volvocanada.com

# Les ennuis du loyal soldat Gonzales

Éclaboussé par le scandale de l'heure à Washington, soit la destitution de huit procureurs fédéraux pour des raisons apparemment politiques, Alberto Gonzales est sur la corde raide. Portrait d'un des plus fidèles lieutenants de George W. Bush.



ALEXANDRE SIROIS  
GROS PLAN

Alberto Gonzales sera-t-il le prochain membre de la garde rapprochée de George W. Bush à tomber au combat ?

Les paris sont ouverts à Washington ces jours-ci. Mais force est de constater qu'un départ hâtif de la Maison-Blanche ne devrait pas trop troubler ce controversé ministre de la Justice.

Du moins si l'on se fie à ses états de service. Faisant partie de l'entourage de Bush depuis plus de 10 ans, il s'est révélé un soldat on ne peut plus loyal. Tout porte donc à croire qu'il jettera l'éponge s'il estime que cela rendra la vie plus facile au président.

« S'il est là où il est aujourd'hui, c'est essentiellement grâce à George W. Bush », résume Bruce Buchanan, politologue de l'Université du Texas à Austin.

« C'est un homme très talentueux qui s'est attiré le respect de certains politiciens démocrates importants. Mais le fait est que son C.V. est émaillé de nominations effectuées par George W. Bush », ajoute l'expert, qui suit de près la carrière du président et des membres de sa filière texane.

Depuis son arrivée à la Maison-

Blanche en 2001, Gonzales a ainsi défendu ce que plusieurs jugeaient indéfendable. Notamment le déni des conventions de Genève, le recours à la torture et les écoutes électroniques effectuées sans mandat.

D'abord en tant que conseiller juridique de l'administration Bush. Ensuite, depuis le début du second mandat du président, comme ministre de la Justice. Il a remplacé en janvier 2005 le flamboyant et contesté ténor de la droite religieuse, John Ashcroft.

Gonzales est devenu le premier latino à occuper ce poste prestigieux. Une prouesse remarquée pour ce fils d'immigrants né à San Antonio et élevé dans la pauvreté à Houston.

Le jeune Gonzales a très tôt appris le sens du mot partage. Avec ses parents et ses sept frères et sœurs, il habitait une maison dotée de deux chambres. Étudiant brillant, il a commencé par fréquenter les écoles publiques pour ensuite atteindre Harvard et décrocher un diplôme de droit.

Il a été recruté par Bush en 1995,



PHOTO D'ARCHIVES BLOOMBERG  
Alberto Gonzales est devenu le premier latino à occuper le poste prestigieux de ministre de la Justice en janvier 2005.

après avoir été avocat en pratique privée et professeur de droit. Fraîchement élu gouverneur du Texas, George W. a engagé Gon-

zales comme conseiller juridique. Les deux hommes allaient devenir inséparables.

Ou presque. Après avoir été

secrétaire d'État du Texas, Gonzales siégera brièvement à la Cour suprême de l'État. Il y rendra assez de décisions pour qu'on le qualifie de républicain modéré, entre autres en matière d'avortement.

Ses jours comptés ?

« Je pense que ses instincts sont modérés, confirme M. Buchanan. Mais son mentor, le président Bush, est un néoconservateur. Ça a fait de lui un modéré loyal à un néoconservateur. » Un équilibre idéologique précaire.

C'est peut-être pour cette raison que ce père de trois fils a toujours été une figure plutôt discrète au sein d'une administration aux nombreuses têtes fortes.

Gonzales se serait certes passé de son séjour actuel sous les projecteurs. Quand le scandale du congédiement de huit procureurs a éclaté, il a d'abord affirmé que cela n'avait rien de politique. Et que la Maison-Blanche n'y était pas associée.

Or, des échanges de courriels entre son ministère et l'ancienne conseillère juridique de la Maison-Blanche semblent démontrer le contraire.

Ce dérapage public de Gonzales n'est pas étranger au fait qu'on fasse déjà circuler, dans la capitale américaine, la liste des noms de ses remplaçants potentiels. Ce qui, même pour un lieutenant exceptionnellement loyal, n'est franchement pas très bon signe.

## PROCEUREURS LIMOGÉS

# Bras de fer entre le Congrès et Bush

ALEXANDRE SIROIS

La tension entre le Congrès américain contrôlé par les démocrates et le président George W. Bush a encore monté d'un cran hier dans le dossier des procureurs fédéraux limogés.

Une commission de la Chambre des représentants - l'équivalent américain de la Chambre des communes - a lancé une procédure visant à forcer plusieurs responsables de l'administration Bush à témoigner sous serment lors d'audiences publiques.

Les parlementaires ont notamment donné le feu vert à une citation à comparaître sous serment ciblant Karl Rove. Éminence grise du président Bush, celui-ci pourrait avoir orchestré le congédiement des huit procureurs en question, en décembre 2006.

Les démocrates, qui ont aussi ciblé trois autres membres de l'administration et du ministère de la Justice, affirment que les procureurs ont été destitués pour des raisons partisans.

« Beaucoup parmi nous croient que cela vient du fait qu'ils étaient en charge de dossiers de corruption publique, et ils ont payé le prix pour avoir fait leur travail », a affirmé le parlementaire démocrate Rahm Emmanuel.

La Maison-Blanche soutient plutôt que leur performance était insatisfaisante.

La veille, le président avait clairement fait comprendre aux démocrates qu'il ne laisserait aucun responsable de son administration témoigner sous serment dans ce dossier. Il a proposé d'expédier Rove et trois autres collaborateurs au Congrès pour qu'ils puissent témoigner en privé, sans que leurs propos soient transcrits.

« Est-ce que vous êtes plus intéressés par la possibilité d'un spectacle médiatique ou par la vérité ? » a renchéri hier le porte-parole de la Maison-Blanche, Tony Snow, s'adressant aux démocrates. L'épreuve de force, qui pourrait se terminer en Cour suprême, ne fait que commencer.

Avec l'AFP

# La Chambre de la sécurité financière : le leadership du Québec s'affirme!

La Chambre de la sécurité financière est un maillon important de la protection du public et du développement d'un réseau québécois de conseillers et de représentants compétents en finances personnelles.

En fait, l'Assemblée nationale, en lui confiant son mandat, a voulu préserver le leadership du Québec dans l'encadrement des bonnes pratiques des professionnels. Le gouvernement du Québec a choisi le modèle des organismes d'autoréglementation, comme la Chambre de la sécurité financière, pour assurer l'encadrement de ses 30 000 membres œuvrant dans six disciplines : le courtage en épargne collective, la planification financière, l'assurance de personnes, l'assurance collective de personnes, le courtage en plans de bourses d'études et le courtage en contrats d'investissement.

Forte de son réseau régional, la Chambre de la sécurité financière a développé une expertise et un savoir-faire qui sont essentiels à la qualité de la distribution de produits et services financiers partout au Québec.

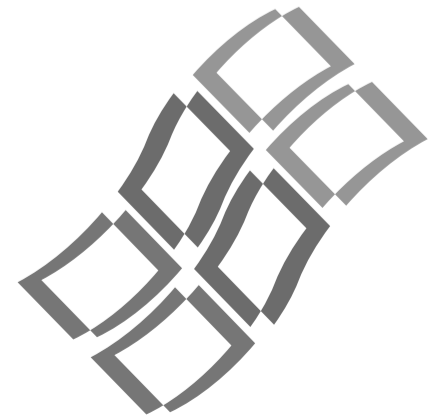
La Chambre de la sécurité financière : une autre expression du leadership québécois en matière de protection du public et de qualité professionnelle.



Luc Labelle, M.Sc.  
Vice-président exécutif

À la Chambre de la sécurité financière, nous avons une seule option : la compétence.

www.chambresf.com



CHAMBRE DE LA  
SÉCURITÉ FINANCIÈRE

# Plus que quatre jours...

Le budget fédéral ayant été rendu public, on peut maintenant dire que la campagne électorale est entrée dans sa phase finale. Nous avons demandé à trois observateurs privilégiés de la scène politique de faire le point à quelque 100 heures de l'ouverture des bureaux de vote.

## Le miroir aux alouettes

LOUISE BEAUDOIN



**Ancienne ministre du Parti québécois, l'auteure est professeure associée au département de science politique de l'UQAM.**

Le spectacle donné par le gouvernement canadien lors du dépôt du budget fédéral porte en lui-même toutes les contradictions du régime dans lequel nous vivons.

Car à quoi avons-nous assisté? D'abord et avant tout à une nouvelle ingérence dans les affaires du Québec, dans la plus exclusive de toutes les compétences: l'élection. Le gouvernement Harper tente, avec son budget - c'est cousu de fil blanc malgré les démentis du ministre Michael Fortier - d'influencer le vote des Québécois.

Nous avons aussi assisté cette semaine à une nouvelle illustration du pouvoir de dépenser du gouvernement fédéral, sans encadrement, sans limite aucune, sur fond d'absence de règlement du déséquilibre fiscal. Car si règlement il y a un jour, il viendra sous la forme d'un transfert de points d'impôt, sous la forme d'une entente durable, convenue et non pas via un décret temporaire et unilatéral du gouvernement fédéral.

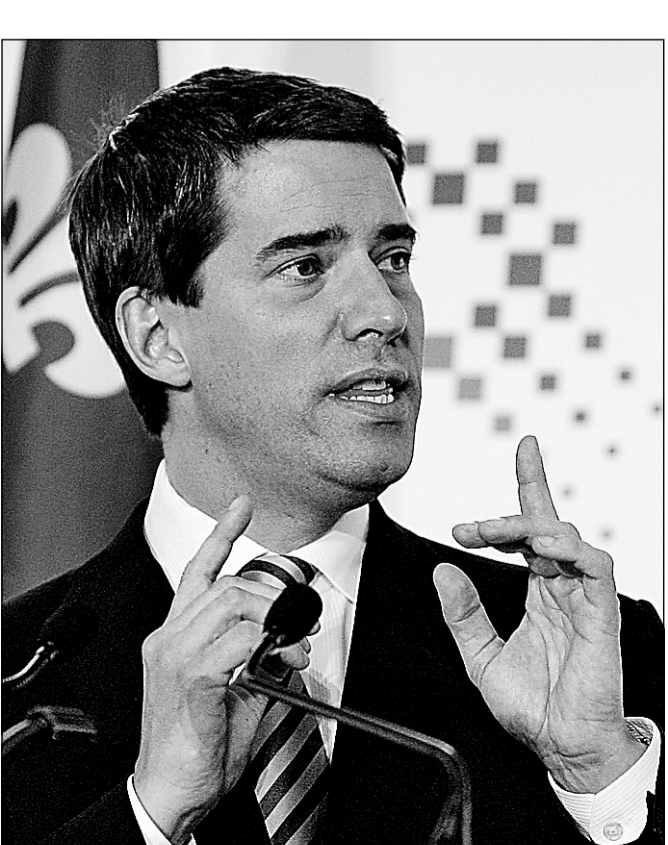
### «Astuce» d'Ottawa

Pour tout dire, nous avons été témoins d'une nouvelle «astuce» harpérienne. Déjà en mai dernier, nous en avions connu une première avec l'entente concernant la présence d'un fonctionnaire québécois dans la délégation canadienne à l'UNESCO, annoncée en grande pompe comme historique alors que, si monsieur Harper avait respecté sa parole, le Québec aurait obtenu un siège comme lors des Sommets de la francophonie et occupé sa place, dans cette enceinte internationale, sous l'appellation Québec-Canada, côte à côte avec le Canada. La seconde nous a été servie cet automne avec cette reconnaissance de la nation québécoise, une reconnaissance sans conséquence juridique et constitutionnelle. Nous en sommes donc à la troisième «astuce».

## Les positions du PLQ et de l'ADQ ne portent en germe qu'une reddition du Québec dans un avenir pas si lointain.

Ce qui nous ramène à l'essentiel: l'avenir politique du Québec ou comment sortir de cette dépendance? Nous avons le choix le 26 mars. Le Parti libéral du Québec nous propose, à son habitude, la résignation tranquille, l'Action démocratique de jouer dans un vieux film, vu et revu cent fois, celui de l'autonomisme. Or Mario Dumont connaît parfaitement l'irréalisme de sa position. Il sait que tout changement le moins significatif sur le plan constitutionnel ou plus largement dans les rapports Québec-Canada est tout à fait impensable, compte tenu aussi bien du carcan imposé en 1982 que de la dynamique inéluctable liée au mouvement de fond engagé dans le sens du *nation-building* à Ottawa. Sa voie est une voie de garage où il rejoint le PLQ. Les positions du PLQ et de l'ADQ ne portent en germe qu'une reddition du Québec dans un avenir pas si lointain.

Je sais que je n'étonnerai personne en affirmant que je préfère la solution nette et ferme mise de l'avant par le Parti québécois, celle de se donner un pays, mais je le redis parce que j'y crois, au delà des mirages à la mode qui ne reflètent que des horizons bouchés.



André Boisclair

PHOTO MATHIEU BÉLANGER, REUTERS



Mario Dumont

PHOTO JACQUES BOISSINOT, PC

## Besoin d'oxygène

GUY LAFOREST



**Professeur de science politique à l'Université Laval, l'auteur a été président de l'ADQ et candidat lors des élections de 2003.**

Depuis le débat, M. Charest agit comme si le pouvoir lui était dû et comme un homme prêt à tout pour ne pas le perdre. Le PQ, de son côté, croit encore et toujours détenir la vérité sur notre destin. Tout cela finit par agacer. Le résultat du 26 mars sera d'abord un appel à l'humilité.

Cette modestie m'apparaît justifiée sur le terrain de l'autonomie. Disons-le sans mesquinerie, libéraux et péquistes ont fait plusieurs tentatives pour rendre le Québec plus libre. Leur succès sur ce terrain a été mince. Le virage proposé par l'ADQ: une réorientation stratégique. Tandis que le PLQ privilégie les demandes de reconnaissance du Québec par le Canada, et que le PQ transforme en dogme l'idée de l'indépendance «normale», l'ADQ choisit de commencer par un dialogue permettant aux citoyennes et aux citoyens du Québec de se reconnaître entre eux, dans une constitution proclamant les valeurs de notre communauté politique et les traits de notre identité nationale.

Les partis de Robert Bourassa et de René Lévesque y avaient songé, mais sans jamais passer des paroles aux actes. À qui appartient le droit, fondamental et immensément souverain, de définir les règles et les principes de l'appartenance à la communauté nationale québécoise? L'approche autonomiste de l'ADQ estime que ce droit, c'est à nous toutes et tous qu'il revient, bien plus qu'à la Chambre des Communes et incomparablement plus qu'aux pontifes de la presse anglophone

## Que se passe-t-il au Québec en mars 2007, sinon une campagne vraiment passionnante où s'offrent de véritables choix touchant les dimensions socio-économiques, identitaires et constitutionnelles de notre vie collective?

du Canada qui ont un besoin criant de renouveler leur stock de connaissances sur notre société.

Et justement, que se passe-t-il au Québec en mars 2007, sinon une campagne vraiment passionnante où s'offrent de véritables choix touchant les dimensions socio-économiques, identitaires et constitutionnelles de notre vie collective? On dit que beaucoup d'intellectuels du Québec sont déprimés. Ils ont tort. Les dilemmes contemporains dérivent plutôt à redoubler d'ardeur, comme l'ont fait avant nous les générations d'Étienne Parent, d'André Laurendeau et de Henri Bourassa. (Parlant de ce dernier, je respecte une promesse faite à un lecteur en corrigeant une erreur dans mon texte de jeudi dernier: «Nous ne sommes qu'une poignée, c'est vrai; mais à l'école du Christ, je n'ai pas appris à compter le droit et les forces morales d'après le nombre et les richesses».)

La campagne de 2007 fait du bien au Québec et je m'en réjouis. La semaine du débat a confirmé la tendance fondamentale de cette campagne: le cœur de l'action se trouve du côté de Mario Dumont et des idées de l'ADQ. Le budget fédéral n'a pas changé cela. J'ignore comment cette stimulante campagne se terminera lundi prochain. L'état d'esprit des gens qui veulent donner une chance méritée à l'ADQ est bien résumé par ces paroles d'une chanson de Diane Dufresne: «Donnez-moi de l'oxygène». Le Québec politique du printemps 2007 s'apprête à le clamer, ce besoin d'oxygène. Dans sa première souveraineté, trop souvent négligée, le peuple québécois veut une classe politique plus imaginative. Cela s'appelle aussi l'axe de la vie.

## Politique spectacle ou politique réalité?

LIZA FRULLA



**Professeure associée à l'Université de Sherbrooke et présidente du Canal Évasion. Liza Frulla fut députée libérale à l'Assemblée nationale et ministre de la Culture et des communications, puis députée à Ottawa, ministre du Développement social et ministre du Patrimoine.**

Nous sommes au dernier acte de la campagne. Avec comme décor, un budget présenté par un ministre des Finances fédéral qui ne se présente pas à cette campagne électorale. Cette pluie de dollars aura d'ailleurs permis aux partis de tenter de réaligner leur stratégie et leurs promesses.

Au cours de cette campagne, nous avons assisté à une suite interminable d'insultes, de lapsus, d'anecdotes et même d'insignifiances qui occupèrent une part disproportionnée de l'espace médiatique. Chaque parti a tenté de scénariser au mieux sa propre campagne. Quelquefois avec succès, souvent avec infortune. Il y eut des shows montés pour la télé, des déclarations fracassantes, des ralliements partisans et des visites d'usines, certaines réussies, d'autres moins bien. Cette mise en scène électorale tire à sa fin. Les autobus de campagne rentreront bientôt au garage.

### Un constat

Un grand constat émane de cette campagne: la fatigue des citoyens face à la vieille façon de faire de la politique. Une lassitude face à une classe politique qui semble de plus en plus déconnectée de leur réalité quotidienne et de leurs véritables préoccupations. On a beaucoup parlé du Québec du 450, du 418, du 819 en opposition à celui du 514. Mais il y a un autre Québec, celui qui a le goût de passer à autre chose. Un Québec qui a le goût de faire un bond en avant. Un Québec confiant, convaincu qu'il a les ressources et le talent pour embrasser l'avenir avec optimisme. Un Québec qui démontre une ouverture sur le monde et ses différentes cultures, soit, mais qui veut que l'on respecte ses valeurs profondes.

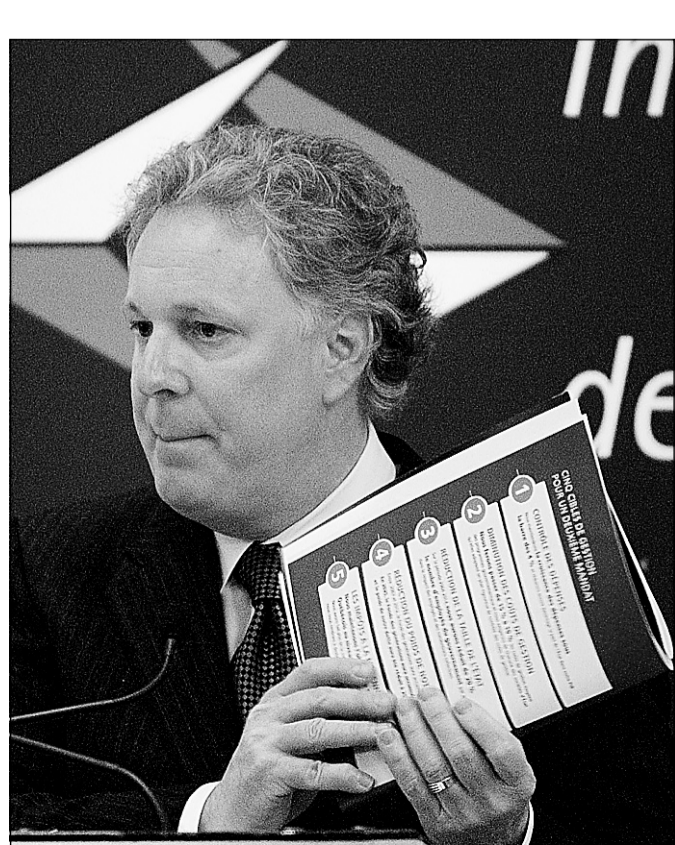
Les citoyens en ont ras le bol des vieux discours. Ils sont exaspérés de voir leurs politiciens toujours se plaindre, charrier du négatif et se chicaner pour la galerie. Ils veulent des engagements réalistes sur la santé, l'éducation, la famille et qu'une fois au pouvoir, les choses changent. Ils veulent des politiciens qui respectent leur parole une fois élus.

### Humilité

Dans quelques jours, nous élirons un gouvernement. Ce gouvernement sera sous surveillance. Les élus, quels qu'ils soient, devront prendre fait et acte de cette lassitude. Ils devront reconnaître que notre société change et évolue à un rythme beaucoup plus rapide qu'ils veulent bien le reconnaître. Lorsqu'ils entreront dans leurs bureaux de l'Assemblée nationale, dans quelques semaines, ils devront se rappeler ce qu'ils auront entendu pendant la campagne. Ils devront laisser de côté l'arrogance et la prétention pour retrouver avec humilité, le sens de leur engagement politique et être à l'écoute des citoyens. Ils devront apprendre à parler vrai, à agir vrai.

La politique des dernières décennies s'est définie sous l'hégémonie d'un seul enjeu, la souveraineté. La campagne que nous venons de vivre aura peut-être permis de nous éloigner de ce cul-de-sac et de commencer à ramener au premier plan des débats de société de première importance pour notre développement humain, social, économique et culturel.

Les citoyens ont envoyé des messages clairs. Souhaitons que ceux et celles que nous élirons lundi auront compris ces messages et sauront comment passer de la politique spectacle à la politique réalité.



Jean Charest

PHOTO RYAN REMIOR, PC

# FORUM

André Desmarais > Président du conseil d'administration **LA PRESSE**  
 Guy Crevier > Président et éditeur  
 Philippe Cantin > Vice-président à l'information et éditeur adjoint  
 Éric Trottier > Directeur de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

## ÉDITORIAL

### La Presse et le 26 mars

À la fin de chaque campagne électorale, comme le veut la tradition dans la presse nord-américaine, *La Presse* fait connaître ses préférences. Nous vous présentons ce matin le second de deux textes.

## Pour un gouvernement libéral majoritaire



apratte@lapresse.ca  
ANDRÉ PRATTE

À un moment d'inscrire sa croix sur le bulletin de vote, l'électeur tient compte de diverses considérations. Il peut appuyer un candidat local dont il apprécie le travail. Il peut vouloir « brasser la cage ». Les Québécois ne doivent toutefois pas oublier que le 26 mars, d'abord et avant tout, ils choisissent ceux et celles qui gouverneront le Québec.

Il leur faut donc se demander quel parti politique a le meilleur programme, l'équipe la plus compétente et le chef le plus solide pour diriger la province en ces temps turbulents. *La Presse* est convaincue que le Parti libéral de Jean Charest devance nettement les autres formations en regard de chacun de ces critères.

Nous pensons aussi que, compte tenu des choix difficiles qu'il lui faudra faire, le prochain gouvernement doit pouvoir agir sans craindre chaque jour d'être défait à l'Assemblée nationale. Par consé-

**Jean Charest nous semble donc mieux placé que quiconque pour faire profiter le Québec du « fédéralisme d'ouverture » de Stephen Harper.**

quent, nous souhaitons l'élection d'un gouvernement libéral majoritaire. D'un gouvernement du Québec fort.

Le gouvernement Charest a connu une première moitié de mandat très difficile. Si l'opposition virulente de la gauche québécoise était prévisible, une partie des problèmes du gouvernement sont attribuables à ses propres erreurs. Les libéraux avaient pris des engagements irréalistes (baisses d'impôts de cinq milliards combinées à une augmentation importante des dépenses en santé). Beaucoup de Québécois les accusent, aujourd'hui, de les avoir floués.

Porté au pouvoir, M. Charest a cru avoir obtenu un mandat clair pour réformer l'État de fond en comble. Il a choisi de foncer sans écouter personne et d'ignorer les partenaires incontournables que sont les syndicats. Il a négligé de convaincre les Québécois du bien-fondé de ces changements. Et il a gaspillé son capital politique dans des dossiers secondaires. D'où une révolte qui a dépassé les centrales

**C'est M. Charest qui s'est bâti une « équipe de rêve ».**

syndicales et les groupes populaires pour atteindre monsieur et madame Tout-le-monde.

Depuis un an, le gouvernement de Jean Charest a enfin trouvé son rythme. Il a déposé plusieurs politiques de qualité, notamment sur la recherche et l'innovation, sur la lutte aux émissions de gaz à effet de serre et sur l'énergie. Dans plusieurs domaines, sans que cela attire beaucoup l'attention des médias, il a agi de manière censée et clairvoyante.

Le réseau de la santé a été restructuré afin de mieux servir les patients et le ménage a été fait dans les accréditations syndicales. Les sociétés gouvernementales à caractère économique – Caisse de dépôt, SGF notamment – ont été réformées pour éviter les dérives du passé. Une première étape a été franchie dans la stabilisation de la dette publique, le Fonds des générations étant une manière ori-

ginale et prometteuse d'y arriver. Une diminution sans douleur du nombre d'employés de l'État a été amorcée. Enfin, plusieurs dossiers litigieux ont été réglés avec le gouvernement fédéral, en particulier celui des congés parentaux. Bref, malgré les turbulences, les libéraux ont géré l'État de manière prudente et responsable.

S'il n'a jamais su gagner l'affection des Québécois, Jean Charest a obtenu pour le Québec des gains dont la population n'a peut-être pas encore tout à fait saisi l'importance. Ceux-ci pourraient pourtant entraîner, bien plus efficacement que les changements constitutionnels, la réforme de la pratique fédérale que souhaitent beaucoup de Québécois. C'est le cas de la création du Conseil de la fédération, qui devrait avec le temps permettre aux gouvernements provinciaux d'accroître leur influence et de mieux travailler ensemble sur des problématiques nationales. Nous pensons aussi à la reconnaissance, dans des ententes fédérales-provinciales, du fédéralisme asymétrique, un précédent qui aurait été inimaginable il y a quelques années, de même que celle du rôle particulier du gouvernement du Québec sur la scène internationale. Enfin, M. Charest mériterait certainement une partie du mérite, avec son prédécesseur Bernard Landry, pour la grande avancée annoncée dans le budget fédéral de lundi dans le dossier du déséquilibre fiscal.

Tous ces gains ont été obtenus grâce à la collaboration des gouvernements Martin et Harper, certes. Mais ils sont surtout le fruit de l'efficacité exceptionnelle de Jean Charest sur la scène nationale canadienne, du soin qu'il a apporté à tisser des liens avec les premiers ministres fédéral et provinciaux. Certains voient une sorte de tare dans l'intérêt que porte le premier ministre sortant au reste du pays; pourtant, le Québec en a largement profité depuis quatre ans.

Jean Charest nous semble donc mieux placé que quiconque pour faire profiter le Québec du « fédéralisme d'ouverture » de Stephen Harper et pour apporter une contribution québécoise substantielle à l'évolution de la fédération. L'élection d'un gouvernement souverainiste, au contraire, entraînerait nécessairement un raidissement au Canada anglais. Une réaction qui serait parfaitement compréhensible, compte tenu de toutes les avancées faites par le Québec depuis quelque temps, jusqu'à la reconnaissance de la nation québécoise par la Chambre des communes.

Jean Charest a appris. Il a aujourd'hui une bonne expérience de gouvernement et une connaissance intime du Québec. C'est lui qui s'est bâti une « équipe de rêve » comptant, outre les ministres actuels (Monique Jérôme-Forget, Raymond Bachand, Philippe Couillard...) des recrues de haut calibre tels le docteur Yves Bolduc, l'homme d'affaires Pierre Arcand et l'ancien enquêteur de police Guy Ouellette.

Le programme des libéraux s'inscrit dans la continuité de ce qu'ils ont fait de mieux pendant leur premier mandat. Leur priorité, la santé, est celle des Québécois. Tous ceux qui ont été récemment en contact avec les établissements de santé savent qu'il reste encore beaucoup à faire dans ce domaine.

Contrairement à ce qu'ont soutenu plusieurs analystes, la baisse d'impôt annoncée cette semaine ne siphonnera pas la totalité des revenus supplémentaires venus d'Ottawa, mais moins du tiers de l'augmentation de 2,3 milliards des transferts fédéraux. Électoraliste? Bien sûr. Le reste que cette mesure permettra un allègement nécessaire du fardeau fiscal des Québécois.

Nous arrivons donc à la conclusion que le Parti libéral du Québec et son chef, Jean Charest, sont les plus aptes à bien gouverner le Québec au cours des quatre prochaines années.

## L'ADQ BALAIE LA VILLE DE QUÉBEC

LA SÉPARATION DU QUÉBEC, JAMAIS!  
 MAIS SE SÉPARER DE LA VILLE DE QUÉBEC... J'DIS PAS NON!



sergechapleau@lapresse.ca

DROITS RÉSERVÉS

## LA BOÎTE AUX LETTRES // Pour nous écrire : forum@lapresse.ca

### Éternels brailards

Ainsi, selon les dirigeants de la FEUQ, le dégel des droits de scolarité devrait être annulé parce que, selon eux, le gouvernement fédéral ne fait pas sa part. Si le contraire s'était produit et que le gouvernement fédéral avait augmenté ses transferts, ces lobbyistes professionnels auraient aussi réclamé l'annulation du dégel. Continuez, éternels brailards que vous êtes. Votre niveau de crédibilité va bientôt atteindre celui des représentants des grandes pétrolières lorsque vient le temps de justifier une nouvelle hausse des prix à la pompe. Soit, le néant absolu.

Jacquelin Dubé  
Montréal

### Les syndicats trop puissants

Je ne comprends pas pourquoi les médias accordent tant d'attention aux centrales syndicales. Pourquoi lors d'un dépôt de budget, les médias vont chercher les réactions de plusieurs centrales plutôt que de plusieurs économistes/fiscalistes? Pourquoi les

syndicats peuvent donner leur appui à un parti politique sans se faire accuser de s'insurger dans une élection? Les syndicats sont beaucoup trop puissants et influents au Québec. Et ça, c'est beaucoup plus un « réel danger » à mon avis que l'élection d'un gouvernement adéquiste. Nous vivons heureusement dans un système démocratique. Nous pouvons, collectivement faire une différence lors des prochaines élections. Tandis que dans une entreprise syndiquée, les employés n'ont pas le choix d'adhérer au syndicat. Je me demande bien où est le « réel danger » et « la catastrophe ».

Daniel Laurin  
Montréal

### Où est René Lévesque?

Même si, au prix d'un effort surhumain, on en arrivait à juger l'équipe de l'ADQ comparable à celle que dirigeait René Lévesque en 1976, ainsi que le prétend Mario Dumont, il lui manquerait toujours l'essentiel: un René Lévesque!

Sylvain Meunier  
Longueuil

### Recherche d'un accommodement

Messieurs les chefs de partis, vous me semblez bien silencieux sur l'étiquetage des produits génétiquement modifiés. Pourriez-vous me dire pourquoi sur une boîte de *Corn Flakes*, on indique que le produit est kasher, mais qu'on ne peut y lire si le produit est génétiquement modifié? Au nom de ma santé et au nom de mon droit de savoir ce que je mange, pourrais-je bénéficier d'un accommodement raisonnable?

Serge M. Vaillancourt  
Montréal

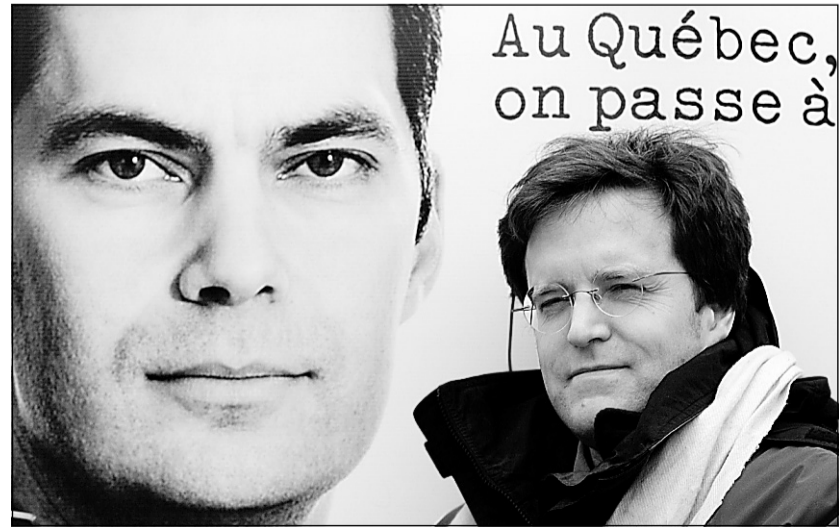
### Un vote pour QS

Je vais voter pour Québec Solidaire. Même si c'est probablement un « vote perdu », surtout hors des circonscriptions de Mercier ou de Gouin, il faut commencer quelque part si on veut changer de direction. En fait, c'est si facile pour les partis politiques « traditionnels » de parler de « vote perdu ». On n'a qu'à penser aux élections de 1970 où le PQ, à ses débuts, n'a fait élire que 7 députés.

Émilie Noël

# La menace du pire

Dans toutes les sociétés, c'est lorsque la population perd confiance en la capacité de ses institutions de résoudre les problèmes que la démocratie secrète l'un de ses plus nauséabonds sous-produits: le populisme. C'est ce qui m'est venu à l'esprit lorsqu'au débat des chefs, j'ai vu Mario Dumont dégainier ses accusations au sujet de l'effondrement du viaduc de la Concorde. En 2004, secondé par le controversé André Arthur, Mario Dumont a exploité à fond les odieuses rumeurs d'impunité de certains notables de Québec dans l'enquête Scorpion sur le réseau de prostitution juvénile. Puis l'année suivante, le chef de l'ADQ a tout fait pour tirer profit du duel entre le CRTC et l'animateur de radio-poubelle, Jeff Fillion. Tout récemment, M. Dumont a grossièrement récupéré les craintes les plus irraisonnées à l'égard du concept d'accommodement raisonnable. Et voilà qu'à des fins non moins bassement partisanes, l'homme propage maintenant dans la population les pires soupçons de négligence gouvernementale ayant causé la mort atroce de cinq innocentes victimes, dont une femme enceinte. La recette est éprouvée. « On nous cache



Au Québec, on passe à...

PHOTO FRANÇOIS ROY, LA PRESSE

Christian Gagnon devant une pancarte de l'ADQ.

des choses. Mettons fin à cette culture du secret », scandait-il en substance. En agissant de la sorte, Mario Dumont ne démontre qu'une seule chose: son absence totale de scrupules dans la poursuite de ses ambitions. Il y a quelques jours, la radio nous faisait entendre un citoyen désabusé par la détérioration de la situation de l'emploi dans sa région. Affirmant avoir l'intention de voter pour la première fois

pour l'ADQ, cet homme lança: « Leurs idées ne sont peut-être pas bonnes, mais au moins ils en ont... » Voilà des mots qui renvoient les autres partis à leurs devoirs. Ce faisant, je remercie à l'avance les autres chefs et leur formation politique de ne pas chercher à ressembler à l'Action démocratique du Québec.

Christian Gagnon  
Montréal

## Le pire et le meilleur



LYSIANE GAGNON  
lgagnon@lapresse.ca

L'ascension de l'ADQ est en train de déboulonner plusieurs mythes.

Non, il n'est pas vrai que le Québec ait leur cœur plus «à gauche» et soit congénitalement plus «progressiste» que le reste du Canada, comme on aime tant le croire. Non seulement le PC de Harper – le parti de la droite albertaine! – a-t-il entamé le cœur du Québec avec une facilité déconcertante en 2006, mais de gros pans du centre de la province glissent maintenant vers l'ADQ.

Non, il n'est plus vrai que le PQ ait le monopole de la «jeunesse». C'est devenu, depuis longtemps d'ailleurs, un parti de têtes grises, malgré André Boisclair et le succès passager qu'il récolte quand il se pointe dans les cégeps. Le PQ, le vrai PQ, c'est Louise Harel, Bernard Landry et Jacques Parizeau. Le flambeau à demi-éteint, ce sont des sexagénaires, voire des septuagénaires, qui le portent avec le plus de conviction...

Non, il n'est pas vrai que le «conservatisme social» soit l'apanage des vieux. À en juger par les derniers sondages dans la région de Québec, l'ADQ est de très loin le premier parti chez les jeunes de 18 à 34 ans. Pourquoi? Peut-être par un réflexe de rébellion: l'ADQ brasse la cage, se démarque des «vieux partis». Peut-être parce que son chef est jeune,

**Ce petit parti n'est évidemment pas prêt à prendre le pouvoir. Mais il a quelque chose à offrir.**

parce que c'est un gars qui a l'air ordinaire et proche du peuple, contrairement à André Boisclair qui a tout du bourgeois montréalais.

Chose certaine, il s'agit ici d'un phénomène surtout marqué en milieu ouvrier et semi-urbain. Dans les quartiers bourgeois de Québec (Sillery, Sainte-Foy), on reste fidèle aux libéraux. C'est dans la banlieue modeste et les quartiers du «bas de la ville» que l'ADQ s'est implantée – là précisément où se trouve la clientèle de CHOI-FM, cette station de radio qui, ne l'oublions pas, n'a pas été qu'une «radio-poubelle»: ses animateurs, rompant avec la tradition débilite de la chansonnette aseptisée qui a si longtemps dominé les ondes à Québec, donnaient aux jeunes nord-américains de la Vieille Capitale ce qu'ils voulaient: le rock, la contre-culture.

Nul ne sait si le budget Flaherty réussira à sauver les libéraux du sort qui les menace (un gouvernement minoritaire). Chose certaine, parce qu'il a répondu à une bonne partie des attentes, ce budget servira la cause des conservateurs au Québec.

Même à supposer que l'ADQ, faute d'organisation, soit incapable de «faire sortir» son vote, même à supposer que ses résultats de lundi soient en deçà de ce qu'annoncent les sondages, cette percée va paver la voie aux conservateurs fédéraux pour les prochaines élections. Elle aura remué le sol, creusé des sillons.

Il y a beaucoup d'atomes crochus entre le PC et l'ADQ. Programmes apparentés, mentalités apparentées, mêmes clientèles «blanches», de vieille souche et homogènes. Au Québec, les territoires conservateurs et adéquistes se recoupent: Québec, Bois-Francs, Beauce...

Ce sont deux partis nés en dehors des grands centres urbains, avec une base enracinée dans le terroir. (L'ancêtre du PC, le Reform Party, venait de Calgary, mais Calgary, toute prospère soit-elle, n'est pas une métropole au même sens que Toronto ou Vancouver: c'est une ville de pionniers, de défricheurs, d'explorateurs et de «self made men», une ville du «Far West».)

Cette montée de l'ADQ promet le meilleur et le pire.

Le meilleur: l'introduction, dans le petit monde feutré de l'Assemblée nationale où les deux gros partis (mise à part la question nationale) partagent depuis trois décennies le même ronron idéologique issu de la Révolution tranquille, de nouvelles impulsions susceptibles de faire bouger des choses. Ainsi, l'ADQ est le seul parti à avoir eu le courage de proposer, contre des tabous très enracinés, des changements fondamentaux aux services de santé.

Le pire: l'accentuation des divisions entre les régions et la métropole, l'indifférence envers Montréal, que Mario Dumont ne «sent» pas et que l'ADQ ne connaît pas, une nette propension au populisme le plus démagogique, un certain retour vers une sorte de duplessisme ethno-centriste. Il y a de l'Union nationale dans l'ADQ...

Ce petit parti n'est évidemment pas prêt à prendre le pouvoir. Mais il a quelque chose à offrir: une voix neuve, un certain bon sens. On n'a plus le choix, il faudra faire avec...

# Encore 10 à 20 ans

## L'Irak est en voie de devenir le 51<sup>e</sup> État de l'Union, mais sans les avantages



JOCELYN COULON  
COLLABORATION SPÉCIALE

La guerre en Irak entre dans sa cinquième année, et personne n'est en mesure d'en voir la fin, bien au contraire. Tous les porte-parole de l'administration Bush sont formels: la guerre a de beaux jours devant elle. Et comme disait le président, son avenir ne repose plus entre ses mains, mais entre celles de son successeur. Aux dernières nouvelles, les candidats les mieux placés pour devenir président, le républicain John McCain et la démocrate Hillary Clinton ont l'intention de la poursuivre. Sur le terrain, tout est en place afin de faire de l'Irak le 51<sup>e</sup> État de l'Union.

L'invasion de l'Irak, il y a quatre ans, n'avait rien à voir avec la démocratie et les droits de la personne. Ces raisons ont été invoquées plus tard, après le fiasco sur la présence supposée d'armes de destruction massive dont le régime Bush affirmait savoir exactement où elles étaient. Le mensonge exposé, la Maison-Blanche a trouvé un nouveau truc pour justifier son agression: la nature criminelle d'un régime dont elle s'était pourtant longuement accommodée, surtout au moment où l'Irak lançait des armes chimiques sur l'Iran, ennemi juré de Washington. Le truc des armes de destruction massive avait fonctionné, 75% des Américains approuvant la guerre. Celui sur la démocratie et les droits de la personne ne fonctionne pas, 70% des Américains condamnant aujourd'hui la guerre.

Non, les vraies raisons ont toujours été maquillées même si, ici et là, elles apparaissent dans certains discours officiels. Aujourd'hui, ces raisons sont le discours officiel. Elles ont une odeur de pétrole et de domination et elles ne cachent plus leur visage carnassier. Il y a quelques semaines, Henry Kissinger, toujours influent auprès des républicains, a ouvert le bal à la faveur du débat au Congrès sur l'option d'un retrait rapide de l'Irak. «La présence américaine, n'est ni un cadeau ni une récompense accordée au gouvernement irakien. Elle répond, au contraire, à l'intérêt national des États-Unis qui doivent

tout faire pour empêcher que l'impérialisme et le fondamentalisme iraniens ne dominent une région dont dépend l'approvisionnement des démocraties industrielles en énergie.»

Le candidat John McCain partage entièrement cette analyse. Du côté démocrate, la sénatrice Hillary Clinton, après avoir longtemps louvoyé, vient de jeter le masque. Si elle devient présidente en 2009, les troupes américaines vont rester, car «la sécurité des États-Unis serait minée si certaines régions de l'Irak tombaient en déliquescence et devenaient des endroits où proliféreraient les insurgés et Al-Qaeda. L'Irak est situé en plein cœur de la région pétrolière. Cela irait directement à l'encontre de nos intérêts, des intérêts des régimes voisins, des intérêts d'Israël.» Je l'ai souvent écrit et dit: les Américains sont en Irak pour 10 à 20 ans.

En plus de combattre le «terrorisme» et de protéger les intérêts stratégiques des États-Unis et d'Israël, les troupes américaines ont aussi une autre mission: contrôler l'accès au pétrole irakien, deuxième réserve mondiale. En effet, le Parlement irakien s'apprête à voter une loi autorisant le transfert des réserves

**En plus de combattre le «terrorisme» et de protéger les intérêts stratégiques des États-Unis et d'Israël, les troupes américaines ont aussi une autre mission: contrôler l'accès au pétrole irakien, deuxième réserve mondiale.**

pétrolières – propriété actuelle de l'État irakien – aux compagnies privées. D'où, sans doute, la décision la semaine dernière de la pétrolière américaine Halliburton de déménager les bureaux de son PDG de Houston à Dubaï, dans le Golfe Persique, là où les «choses se passent», selon un analyste.

La loi, écrit dans la *New York Times* Antonia Juhasz, experte internationale en matière pétrolière, laisserait à la compagnie nationale irakienne 17 des 80 champs pétroliers connus. Les autres

ainsi que la totalité de ceux qui restent à découvrir seraient laissés pleinement ouverts au contrôle étranger. Cette dénationalisation est une première dans le monde, et même des États aussi serviles que le Koweït et l'Arabie saoudite ne l'ont jamais envisagée.

Occupé, gouverné, dépecé et pillé par les forces américano-britanniques, l'Irak est en voie de devenir le 51<sup>e</sup> État de l'Union, mais sans les avantages que cela suppose. Je vous laisse le soin d'imaginer le sort du premier ministre irakien s'il s'avisait à demander le retrait des troupes américaines afin d'exercer la pleine souveraineté de l'Irak. Gageons que le communiqué de presse de la Maison-Blanche l'accusant d'être un terroriste, de faire le jeu de l'Iran et de mettre en danger la démocratie et les droits de la personne est déjà écrit.

**À Bagdad et Washington**

Le quatrième anniversaire de l'invasion a été diversement accueilli selon qu'on se trouve à Bagdad ou à Washington. Sur le terrain, 82% des Irakiens ne font aucune confiance aux forces d'occupation et 51% approuvent les attaques contre les soldats étrangers. Le

Haut Commissariat aux réfugiés estime à deux millions le nombre d'Irakiens ayant trouvé refuge à l'étranger (dont... 436 aux États-Unis) et à deux millions le nombre de déplacés à l'intérieur du pays. Les professionnels et les classes moyennes fuient le pays. À Washington, au contraire, la secrétaire d'État Condoleezza Rice trépigne de joie. Elle a demandé aux Américains d'être patients, car, a-t-elle dit, «nous avons beaucoup investi (500 milliards depuis le début) et le sacrifice (de 3200 soldats américains) en vaut la peine». Elle n'a pas eu un mot pour les 150000

Irakiens morts depuis quatre ans. Ah oui, j'allais oublier. Les actions de Halliburton sont passées de 20\$, en 2003, à 64\$, la semaine dernière, après avoir été scindées l'an dernier. Vous n'avez pas fini, Américains et Irakiens, d'être sacrifiés.

L'auteur est directeur du Réseau francophone de recherche sur les opérations de paix et professeur invité au GERSI et au CERIUM de l'Université de Montréal. j.coulon@cerium.ca

# La victoire de Mario Dumont



ALAIN DUBUC  
adubuc@lapresse.ca  
COLLABORATION SPÉCIALE

À quatre jours du scrutin, on ne sait absolument pas qui remportera les élections. Mais on peut déjà, indépendamment des résultats de lundi prochain, faire un bilan des campagnes électorales menées par les chefs des trois principaux partis.

Cette campagne, c'est d'abord une grande victoire, celle de Mario Dumont, indépendamment des résultats qu'il obtiendra lundi. C'est ensuite une défaite, celle d'André Boisclair, qui n'a pas été capable d'atteindre les objectifs qu'il s'était fixés. Et c'est une partie nulle, celle de Jean Charest, dont la campagne a été à l'image du gouvernement qu'il a dirigé. Commençons par le chef de l'Action démocratique.

Mario Dumont est certainement la figure marquante de la campagne. Par sa remontée dans les intentions de vote, qui a brouillé les cartes, qui a mené à une lutte à trois, qui a rendu possible un gouvernement minoritaire. Il a réussi à faire mentir ceux qui prévoyaient sa disparition pour devenir un inconvaincu de la vie politique québécoise. C'est également lui qui a donné un rythme à la campagne, en imposant le débat sur ses idées et en forçant ses adversaires à concentrer le tir sur l'ADQ.

Ce succès remarquable, que confirmait hier notre sondage CROP révélant sa domination dans la région de Québec, a pris bien des gens par surprise. Il s'explique en bonne partie par quatre tendances lourdes de la société québécoise que l'ADQ a réussi à canaliser et à incarner.

La première, c'est la crise de confiance d'un nombre croissant de Québécois

envers les institutions, particulièrement politiques. Cette méfiance du pouvoir, des élites, du gouvernement, pénalise en premier lieu les deux partis qui se sont succédés à la direction du Québec. Elle s'exprime par un désir de changement, et même de changement à tout prix. Elle nourrit également un courant populiste fort proche du «grassroots» de l'ouest canadien qui a donné le Reform et mené son aboutissement dans la victoire de Stephen Harper. Un populisme qui porte les citoyens à choisir des politiciens à leur image, qui ne font pas de théorie et qui parlent des problèmes qui les touchent directement.

Le second courant, lié au premier, et c'est la colère des régions, souvent malmenées par des problèmes économiques et l'exode de la jeunesse, et qui réagissent de plus en plus à ce qu'ils perçoivent

**L'attachement des Québécois pour l'État-providence décrit bien plus un désir de sécurité que des élans de solidarité.**

comme la domination des grandes villes, surtout Montréal. Une révolte contre la ville, ses idées, ses élites, qui a trouvé son expression ultime dans le coup de force de Hérouxville.

Le troisième élément, c'est l'écoeurement constitutionnel de tous ceux qui ne se reconnaissent plus dans les deux options qui définissent encore les deux vieux partis. Des gens tannés, qui veulent passer à autre chose et qui refusent les étiquettes traditionnelles, tout en étant nationalistes. La prise de position autonomiste de l'ADQ, ni fédéraliste, ni souverainiste, incarne encore là le changement.

Le quatrième courant, c'est le fait que le Québec n'est pas, et n'a jamais été une société particulièrement progressiste. L'attachement des Québécois pour l'État-providence décrit bien plus un désir de sécurité que des élans de solidarité. L'existence de cette droite a sans doute été masquée dans les coalitions constitutionnelles que sont le PQ et le PLQ. Elle a trouvé un véhicule qui lui permet de s'affirmer au grand jour.

Le succès de Mario Dumont, c'est d'abord son remarquable sens politique et sa capacité de bien lire ces mouvements de société, de les comprendre et de trouver les mots et les idées pour leur offrir un projet. C'est aussi un phénomène de convergence, lié aux talents de M. Dumont, à ses origines, mais sans doute aussi au hasard, qui a permis à l'ADQ de fédérer toutes des tendances disparates et créer un mouvement où s'expriment toutes les colères et toutes les lassitudes: les contribuables excédés, les régions oubliées, les insatisfaits du gouvernement Charest, les naufragés du débat constitutionnel, les jeunes en colère et les vieux nationalistes de droite.

Par contre, ce succès, c'est aussi la démagogie qui a permis à M. Dumont de récupérer des colères, comme celles d'Hérouxville ou des amis de CHOI-FM à Québec. Et de faire miroiter des solutions simples, sinon simplistes, qui préparent des lendemains difficiles.

La cadre financier de dernière minute de l'ADQ, parfaitement irréalisable, en fournit un bel exemple. Promettre de récupérer 325 millions en éliminant les commissions scolaires et en remettant au travail 25000 assistés sociaux, le tout en neuf mois, relève de la fumisterie.

Voilà les limites de la victoire de M. Dumont. Son succès est si rapide qu'il pourrait ne pas être à la hauteur des grandes attentes qu'il a suscitées.

**POUR NOUS JOINDRE** La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

**VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?** Écrivez-nous à [nouvelles@lapresse.ca](mailto:nouvelles@lapresse.ca)

RÉDACTION (514) 285-7070

commentaires@lapresse.ca

ABONNEMENT (514) 285-6911 ou 1 800 361-7453

cyberpresse.ca/abonnement

PETITES ANNONCES (514) 987-8363 ou 1 866 987-8363

petitesannonces@lapresse.ca

DÉCÈS (514) 285-6816

deces@lapresse.ca

CARRIÈRES (514) 285-7320

carrieres@lapresse.ca

PUBLICITÉ (514) 285-6931

# L'ÉVOLUTION DU TÉLÉVISEUR À ÉCRAN PLAT

CE QU'IL ÉTAIT

CE QU'IL SERA DÉSORMAIS



TÉLÉVISEUR PLASMA DE 42 POUCES



NOUVEAU TÉLÉVISEUR ACL BRAVIA DE 52 POUCES



## L'AVANTAGE ACL BRAVIA

L'univers de la télévision haute définition change rapidement et, ce qui représentait la réalité d'hier n'est pas nécessairement la même chose aujourd'hui. Les téléviseurs ACL BRAVIA Sony demeurent l'étalon d'or mais sont plus gros que jamais – jusqu'à 52 pouces – et offerts à des prix très concurrentiels. Aujourd'hui, nous mettons l'accent sur l'ACL comme technologie d'écran plat de l'avenir, car nous croyons que les avantages suivants sont importants pour le client :

**RÉSOLUTION EXCEPTIONNELLE :** Plusieurs téléviseurs ACL BRAVIA de 40 po et plus offrent la résolution Full HD 1080p, la résolution haute définition la plus élevée sur le marché actuel.

**POLYVALENCE :** Faites l'expérience de tout ce que Full HD offre avec la gamme Sony étendue, y compris la console de jeu PlayStation<sup>MD</sup> 3, les lecteurs Blu-ray Disc<sup>MC</sup>, les caméscopes Handycam<sup>MD</sup> HD et les bloc-notes VAIO<sup>MD</sup>.

**EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE :** Les téléviseurs ACL BRAVIA consomment moins d'énergie et représentent le choix de l'avenir.

**SUPERBE IMAGE DANS TOUT ENVIRONNEMENT :** Les téléviseurs ACL BRAVIA sont dotés d'une surface d'écran à faible réflexion, offrant ainsi une meilleure expérience de visionnement même en plein jour ou à proximité de sources lumineuses.

**LONGÉVITÉ DU PANNEAU :** La technologie des panneaux ACL BRAVIA fait des téléviseurs ACL un choix solide et durable pour les années à venir.

**Rendez-vous à Maison Sony ou chez votre détaillant Sony autorisé et voyez vous-même pourquoi les téléviseurs ACL représentent la technologie de téléviseur la plus vendue au Canada aujourd'hui !**

**Pour obtenir plus d'informations, visitez [www.fr.sonystyle.ca/bravia](http://www.fr.sonystyle.ca/bravia) ou composez le 1-888-289-7669**

52 po



KDL52XBR2  
5 999,99 \$



KDL52XBR3  
6 299,99 \$

46 po



KDL46S2000  
2 999,99 \$



KDL46V2500  
3 799,99 \$



KDL46XBR2  
4 299,99 \$



KDL46XBR3  
4 599,99 \$

40 po



KLV40S200A  
2 499,99 \$



KDL40S2010  
2 599,99 \$



KDL40S2400  
2 799,99 \$



KDL40V2500  
2 999,99 \$



KDL40XBR2  
3 599,99 \$



KDL40XBR3  
3 899,99 \$

**BRAVIA** | Le style change tout.

